



NOTICE

sur les

Rapports entre l'Eglise et l'Etat en Valais depuis 1847

par Mgr VICTOR BIELER
Evêque de Sion



1930

En vente à la Chancellerie de l'Evêché de Sion.

TA 462



Rapports entre l'Eglise et l'Etat en Valais
depuis 1847





NOTICE

sur les

Rapports entre l'Eglise et l'Etat en Valais depuis 1847

par Mgr VICTOR BIELER
Evêque de Sion



1930.

En vente à la Chancellerie de l'Evêché de Sion.

TA 462

ABRÉVIATIONS

Archives de l'Evêché de Sion	AES
Recueil des Lois, Décrets et Arrêtés du Canton du Valais	RLV
Code civil du Canton du Valais	CCV
Bulletin des séances du Grand Conseil du Canton du Valais	BSGC
Décrets synodaux du diocèse de Sion 1926 . . .	DSDS
Encyclique	Enc.

AVANT-PROPOS

L'histoire des rapports entre l'Eglise et l'Etat est, en Valais, pleine de changements successifs. Jusqu'au XV^e siècle, le gouvernement du pays appartenait à l'évêque de Sion, aussi bien au point de vue civil qu'au point de vue religieux. Le pouvoir temporel de l'évêque ne tarda pas à être battu en brèche et peu à peu amoindri par les patriotes qui, en retour de leur concours pour la défense de l'indépendance du Valais contre les empiètements des ducs de Savoie et les invasions des Bernois, exigèrent leur participation au gouvernement. Au XVII^e siècle, ils forcèrent l'évêque Hildebrand Jost à renoncer au pouvoir temporel, tout en lui laissant le droit de siéger à la Diète valaisanne avec le privilège de 4 suffrages ; ce dernier vestige de la puissance séculière de l'évêque de Sion disparut en 1848 par la suppression même du droit de siéger ou de se faire représenter au Grand Conseil. —

A l'occasion des événements de 1847 et de 1848, on ne se contenta pas de priver l'évêque de toute participation au gouvernement temporel ; on empiéta aussi sur les droits de l'Eglise et l'on voulut mettre le Chef du diocèse et le Clergé sous la dépendance

de l'Etat. Peu de temps après, les lois qui portaient atteinte à la liberté et à l'indépendance de l'Eglise furent révoquées, mais il n'en resta pas moins des traces, de manière qu'il est souvent difficile de savoir exactement ce que la loi civile prescrit dans les matières qui intéressent l'Eglise et l'Etat. Cette incertitude constitue un danger et peut susciter des malentendus, voire même des conflits entre les deux pouvoirs.

C'est pour éviter des difficultés et pour établir une situation claire et nette que je me propose d'examiner, d'après le droit canon et la loi civile, quelques questions qui sont d'actualité. Je n'ai pas la prétention d'en faire une étude approfondie; je me contenterai d'établir, d'une manière sommaire, quels sont les droits de l'Eglise et de l'Etat dans le diocèse, laissant à d'autres le soin de traiter plus à fond le vaste sujet dont j'aurai tracé et souligné les grandes lignes.

Je mettrai d'abord en évidence le droit que l'Eglise a de posséder et d'administrer, d'acquérir et d'aliéner des biens temporels. J'examinerai ensuite les points qui auraient dû faire l'objet du concordat avec le Saint-Siège, les droits civiques du Clergé ainsi que la part d'action laissée par le pouvoir civil à l'autorité ecclésiastique dans les questions mixtes qui sont du ressort des deux pouvoirs.

PREMIÈRE PARTIE

Droits de l'Eglise relativement aux biens temporels

1. Indépendance de l'Eglise ; son droit de posséder des biens temporels.

« L'Eglise, dit Léon XIII, constitue une société juridiquement **parfaite** dans son genre, parce que, de l'expresse volonté et par la grâce de son fondateur, elle possède en soi et par elle-même toutes les ressources qui sont nécessaires à son action ». (Enc. *Immortale Dei*). Elle est parfaite par son origine, par son fondateur, qui est Jésus-Christ lui-même et par le but, qui lui est assigné, de conduire tous ses membres à la félicité éternelle. A cause de la fin qu'elle poursuit et qui est la plus haute et la plus sublime, l'Eglise ne saurait être subordonnée à aucune autre société.

L'Eglise est une société **indépendante** ; elle n'est donc pas sous la sujétion de l'Etat. Son fondateur avait

le droit d'établir une société libre de toute entrave, car **« toute puissance lui avait été donnée dans le ciel et sur la terre »** (Matth. 28, 18). Jésus-Christ a investi S. Pierre et les apôtres d'une juridiction souveraine dans l'Eglise, car il leur a dit : **« Comme mon Père m'a envoyé, moi aussi je vous envoie »** (Jean 20, 21). C'est donc de Dieu que l'Eglise a reçu son pouvoir, qui est le même que celui de Jésus-Christ et qui, par conséquent, n'est évidemment pas subordonné au pouvoir civil. L'Eglise a un territoire très vaste, car sa juridiction s'étend sur toute la terre, d'après les paroles du divin Sauveur : **« Allez dans le monde entier et prêchez l'Evangile à toute créature »** (Marc 16, 15).

Conformément à sa mission divine, l'Eglise doit exercer son action dans tous les pays et sur tous les peuples. Lorsqu'il l'établit et en fixa les assises, le Christ ne l'a pas soumise au bon plaisir et à la loi d'Hérode et de Pilate, dont il ne sollicita pas même l'autorisation, si anodine qu'on la puisse supposer ; il l'a voulue indépendante du pouvoir civil, condition indispensable pour qu'elle soit à même d'accomplir l'œuvre de salut qui lui est confiée.

L'Eglise, héritière des pouvoirs et des prérogatives que Jésus-Christ lui a conférés en la fondant, ne peut, par conséquent, être dépouillée de sa liberté par les hommes, ni mise sous la dépendance du pouvoir civil.

Imitant l'exemple de leur divin Maître, les apôtres ont affirmé leur indépendance du pouvoir temporel dans l'exercice de leur ministère pastoral. Saint Pierre et saint Jean furent jetés en prison, parce qu'ils avaient prêché l'Evangile ; les Juifs les menacèrent et leur intimèrent l'ordre de cesser leur prédication,

mais les deux apôtres répondirent : « **Jugez s'il est juste devant Dieu de vous obéir plutôt qu'à Dieu** » (Actes des Apôtres, 4, 19). Durant les trois premiers siècles, l'Eglise a été persécutée par le pouvoir civil, et, depuis lors, elle a toujours défendu avec le même courage son indépendance, préférant supporter les mauvais traitements plutôt que de renoncer à sa liberté.

¶ Tout en affirmant son indépendance du pouvoir civil, l'Eglise ne reconnaît pas moins les droits de l'Etat et impose aux fidèles l'obligation de respecter toute autorité légitime, y compris celle du pouvoir civil. Elle proclame la séparation des deux pouvoirs en disant avec son divin fondateur : « **Rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu** » (Matth. 22, 21).

L'Eglise et l'Etat qui ont les mêmes sujets et le même territoire, sont indépendants l'un de l'autre. Le pouvoir temporel ne peut absolument rien, par lui-même, dans les questions d'ordre spirituel qui, par leur nature et le but à atteindre, relèvent exclusivement du domaine de l'Eglise. Par contre dans les questions d'ordre purement temporel, l'Etat est seul compétent pour agir et l'Eglise n'a pas à intervenir. ¶ Tout ce qui dans les choses humaines est sacré à un titre quelconque, dit Léon XIII, tout ce qui touche au salut des âmes et au culte de Dieu, par sa nature, qui est en rapport avec son but, tout cela est du ressort de l'autorité ecclésiastique. Quant aux autres choses qu'embrasse l'ordre civil et politique, il est juste qu'elles soient soumises à l'autorité civile, puisque Jésus-Christ a ordonné de rendre à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu » (*Enc. Immortale Dei*).

En dehors des affaires nettement spirituelles ou temporelles, il est des questions qui dépendent, à la fois, de l'Eglise et de l'Etat, telles que les établissements publics de bienfaisance fondés par l'Eglise, le mariage, les écoles, la sanctification du dimanche, etc.

Après ce court exposé de la question de principe, examinons maintenant comment cette doctrine a été appliquée dans le Canton du Valais.

2. Importance du droit de propriété sur les biens paroissiaux.

Il est d'une importance capitale de savoir à qui revient, d'après le droit canon et le droit civil, la propriété des bénéfices et de la fortune de nos paroisses. Cette question n'intéresse pas seulement l'autorité diocésaine ; elle est aussi d'une grande actualité pour les communes et les paroisses. A plusieurs reprises, en effet, on a entendu, ces dernières années, des présidents de commune et quelques avocats affirmer que les bénéfices, les cures et les biens de la fabrique appartiennent aux communes, qui les mettent à la disposition du culte. Il est évident que si cette théorie était basée sur le droit civil, il en résulterait un grand danger pour la vie spirituelle et l'existence même de nos paroisses, puisque rien n'empêcherait une assemblée primaire de donner aux biens ecclésiastiques une autre destination, de les appliquer aux écoles ou aux œuvres de bienfaisance de la commune : ce serait la ruine spirituelle

de la paroisse, car une paroisse sans curé, sans culte, aurait vite fait de perdre complètement la foi. Il n'est donc pas sans intérêt de connaître les décisions du droit canon et de la loi civile à l'endroit de la propriété des biens ecclésiastiques.

3. Propriété des biens de l'Eglise d'après le Droit canon.

Comme toute société parfaite, l'Eglise doit avoir à sa disposition tout ce qui est nécessaire pour assurer son existence et l'accomplissement de sa mission ; elle a donc le droit d'acquérir et de posséder des **biens temporels**. Ces biens, elle peut les acquérir et les posséder indépendamment de l'autorité civile et elle a le droit de réclamer aux fidèles les ressources qui lui sont indispensables pour l'entretien du Clergé, la construction des églises, l'exercice du culte, la création et l'entretien des œuvres pies. (Canons 1495-1498).

Les biens ecclésiastiques appartiennent à la personne morale qui les a acquis d'une manière légitime, sous réserve des compétences du Saint-Siège qui exerce l'autorité suprême. La mense épiscopale, les prébendes des chanoines, les bénéfices des curés et des vicaires, les fabriques, les confréries, les chapelles etc., sont des personnes morales qui ont le droit de posséder des biens temporels (Canon 1500). Ces personnes morales sont, du reste, aussi reconnues par le Code Civil Suisse, même sans inscription au registre de commerce. (CCS. art. 52).

D'après le droit canon, il est donc hors de doute que les bénéfices des desservants des paroisses, les

fabriques des églises, les confréries, les chapelles etc., ont le **droit de propriété** sur leurs biens et que ces biens n'appartiennent pas aux Communes. Ce droit de propriété sur ses avoirs, l'Eglise entend le conserver et elle prononce même la peine de l'excommunication contre tous ceux qui s'approprient des biens ecclésiastiques ; cette excommunication ne cesse que lorsque les biens spoliés sont restitués et que l'absolution des délinquants a été obtenue du Saint-Siège.

4. Propriété des biens de l'Eglise d'après la loi civile avant 1848.

Avant les événements de 1847 et 1848, les biens ecclésiastiques appartenaient à l'Eglise, c'est-à-dire à la Mense épiscopale, aux prébendes, aux couvents, au Séminaire, aux bénéfices paroissiaux, aux fabriques des églises paroissiales, aux confréries, aux chapelles et autres personnes morales désignées comme telles par décision épiscopale. Ce droit de propriété n'était pas contesté à l'Eglise par le droit civil. Ce fait est rappelé par la lettre que Monseigneur de Preux, Révérendissime Evêque de Sion, adressa au Gouvernement pour protester contre la spoliation des biens de l'Eglise. Monseigneur de Preux écrit : « Nous disons *non licet* ; vous n'avez pas le droit de placer les biens ecclésiastiques sous la surveillance de l'Etat, ni de priver de leur libre administration l'Eglise qui l'a exercé jusqu'ici de droit et de fait comme sa légitime propriété. » (Lettre du 29 décembre 1847, AES T. 223,n. 139).

5. Raisons de la spoliation des biens ecclésiastiques en 1848.

Pour défendre leur religion, les cantons catholique de la Suisse s'étaient unis en une **ligue séparée**, le Sonderbund. Résolus de dissoudre cette alliance, les cantons protestants ouvrirent les hostilités et le Valais participa, aux côtés des catholiques, à la guerre du Sonderbund. En Valais les adversaires du Sonderbund accusèrent le Clergé d'y avoir engagé le canton et exigèrent qu'il payât, avec les communautés religieuses, la part attribuée à notre pays, des frais de la guerre, ainsi que l'indemnité imposée par la Confédération aux Etats catholiques qui avaient pris part à la lutte. Le prétexte pour confisquer chez nous les biens de l'Eglise était trouvé et leur sécularisation fut prononcée.

Tout homme impartial admettra que notre Clergé n'eût dû être mis dans l'obligation de supporter les dépenses financières du conflit, qu'après que sa responsabilité fût prouvée par une enquête sérieusement faite ; or, aucune enquête n'eut lieu et aucune sentence d'ordre judiciaire n'intervint : on déclara purement et simplement le Clergé coupable et, par un coup de force, les biens ecclésiastiques furent en grande partie spoliés, retenus par l'Etat ou vendus.

Les accusations portées contre le Clergé pour l'obliger à payer les frais de la guerre du Sonderbund, poursuivaient encore un autre but que la spoliation des biens temporels de l'Eglise, comme du reste les promoteurs de la sécularisation des biens ecclé-

siastiques l'ont eux-mêmes reconnu, à preuve les paroles qui furent prononcées au Grand Conseil, dans la session de mai 1880 par Monsieur le député Barman : « C'est bien facile disait-il, après 15 à 20 ans, de s'écrier : on a pris les biens du Clergé, on est allé trop loin. Mais, Messieurs, la génération qui a fait cela a disparu. Il y a ici deux hommes qui pourraient savoir dans quel état se trouvait ce malheureux canton du Valais à cette époque, qui pourraient raconter les scènes qui se passaient au Grand Conseil, époque où les paroles passionnées étaient poussées jusqu'au délire. Ces deux hommes sont MM. Pignat et Zen-Ruffinen. Il y eut à cette époque un homme qui joua un grand rôle dans cette enceinte, où son langage passionné ne produisit pas les meilleurs effets. Si le peuple du Valais est rendu responsable des actes de ses mandataires, le Clergé doit être aussi responsable des actes que ses représentants officiels ont fait dans cette enceinte. Si le Clergé peut dire : « Je ne suis pour rien dans ces événements », qu'on lui restitue ce qu'il a payé. Mais la question est toute différente. Il faut bien le dire : **Tout le monde a commis des fautes : radicaux, libéraux, conservateurs.** Triste page que celle-là dans notre histoire. C'est pourquoi il ne faut pas être trop exigeants et rejeter tous les torts d'un côté ». (BSGC mai 1880, p. 165 et 166).

Des paroles que nous venons de citer, il ressort jusqu'à l'évidence, d'après M. le député Barman, que l'on s'est profondément trompé en attribuant au Clergé toutes les fautes qui auraient été commises en Valais à l'occasion du Sonderbund et en l'obligeant, sans en-

quête, ni sentence judiciaire, à assumer tous les frais de guerre imposés à notre Canton : sa déclaration est formelle : « tout le monde a commis des fautes : radicaux, libéraux, conservateurs », et il est injuste de « rejeter tous les torts d'un côté ».

M. le député Pignat qui fut membre du gouvernement de 1848 et l'un des grands promoteurs de la sécularisation des biens de l'Eglise nous dit carrément pourquoi on n'a pas craint d'aller jusqu'à cette spoliation. Voici les paroles qu'il prononça en 1859, dans une séance du Grand Conseil : « Les décrets d'incamération de 1848 ont été malheureusement nécessités par le Clergé lui-même ; ils sont dus à la résistance de deux corporations. C'est cette résistance qui fait expliquer la rigueur de ces deux décrets de 1848... Ces décrets avaient pour objet de tenir les corporations religieuses et le Clergé sous la main et la domination de l'Etat. » A ces paroles prononcées par le député Pignat au Grand Conseil, le rapporteur ajoute cette réflexion : « Monsieur Pignat ne veut pas lâcher cette bride, surtout à deux de ces corporations religieuses ». (BSGC, mai 1859, p. 44).

Ces citations sont claires et se passent de tout commentaire ; elles constituent l'aveu très net que la spoliation des biens ecclésiastiques a procuré l'occasion et fourni le prétexte d'enlever au Clergé son indépendance et de le mettre sous la domination du pouvoir civil.

6. Décrets de spoliation de l'année 1848.

Après la défaite du Sonderbund, l'opposition du gouvernement, réunie à la Planta, le 2 décembre 1847, adressa au peuple valaisan une proclamation dans laquelle il est dit entre autres :

- 1) Le Grand Conseil et le Conseil d'Etat sont déclarés dissous.
- 2) Les immunités ecclésiastiques sont abolies.
- 4) Les biens du Clergé, des couvents et des corporations religieuses sont placés sous la haute surveillance de l'Etat et, au besoin, régis par lui.
- 5) La collature des bénéfices paroissiaux dont jouissent l'Abbaye de St-Maurice et le couvent du Grand-St-Bernard, leur est retirée.
- 6) Le gouvernement ordonnera une enquête sur la part qu'ont prise dans les derniers événements politiques les couvents et les corporations religieuses.

Le Grand Conseil pourra ordonner la suppression des couvents et des corporations dont l'existence serait jugée incompatible avec la tranquillité publique.

- 7) Les frais de guerre des événements politiques, à partir de 1844, et la réparation des dommages qui s'en sont suivis, sont, autant que possible, mis à la charge des couvents, des corporations religieuses et des individus tant ecclésiastiques que laïques qui les auraient occasionnés.

- 16) L'Ordre des Jésuites est supprimé dans le Canton du Valais, en conformité de l'arrêté de la Diète fédérale, du 3 septembre 1847. » (RLV VIII p. 3-5).

Les effets de cette proclamation furent immédiats en ce qui concerne le Clergé. Par décret du 9 décembre 1847, le Gouvernement provisoire, pour se procurer 200.000 fr., part que le Valais devait payer sur le million imposé aux cantons catholiques par la Diète fédérale, arrêta ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Une contribution de 200.000 fr. sera payée pour le 17 courant par les instigateurs de la résistance du Canton aux arrêtés de la Diète fédérale des 20 juillet et 11 août derniers.

Art. 2. — Cette contribution est répartie comme suit :

La Maison du Grand-St-Bernard . . .	fr. 80.000
L'Abbaye de St-Maurice d'Agaune . .	» 50.000
Les conseillers d'Etat, les membres du Grand Conseil et les magistrats ou fonctionnaires publics qui ont excité à la ré- volte envers la Confédération . . .	» 20.000
Le Révérendissime Evêque de Sion . .	» 20.000
Le chanoine André de Rivaz	» 10.000
Le V. Chapitre de Sion	» 20.000

(RLV VIII. p. 11, 12).

Le 24 décembre 1847 le Gouvernement provisoire publia un décret par lequel il fut statué ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Une contribution de fr. 50.000 sera payée pour le 15 janvier prochain, par les membres du Vén. Clergé séculier du diocèse de Sion, dont la conduite a contribué à la résistance aux arrêts de la Diète fédérale des 20 juillet et 11 août derniers. (RLV VIII. p. 21).

7. Décrets de sécularisation des biens de l'Eglise.

Décret

*du 11 janvier 1848, portant réunion au domaine national
des biens du haut clergé, etc.*

Le Grand Conseil Constituant du Canton du Valais,
sur la proposition du Gouvernement provisoire,

Décète en principe :

La réunion au domaine de l'Etat des biens meubles
et immeubles dont jouissent le R^{me} Evêque de Sion,
le V. Chapitre de Sion et les Recteurs de la Cathé-
drale, le Séminaire et les couvents et corporations
religieuses existant dans le Canton, à charge, par
l'Etat, de rétribuer convenablement les membres du
clergé ci-dessus désignés, de supporter les charges
du culte qui pèsent actuellement sur eux et de pour-
voir à l'hospitalité au St-Bernard et au Simplon.

L'excédent de ces biens sera appliqué à l'amortis-
sement de la dette publique.

Donné au Grand Conseil, à Sion, le 11 janvier 1848.

Le Président du Grand Conseil :

P. TORRENT.

Les Secrétaires :

L. RIBORDY, A. ALLET.

(RLV, VIII. p. 23, 24).

Décret

du 29 janvier 1848

régularisant les effets du décret du 11 janvier 1848.

Le Grand-Conseil du Canton du Valais,
sur la proposition du Gouvernement provisoire ;
En exécution du décret du 11 janvier 1848, qui
décrète en principe :

La réunion au domaine de l'Etat des biens meubles
et immeubles dont jouissent le Rme Evêque de Sion,
le vénérable Chapitre et les Recteurs de la Cathé-
drale, le séminaire et les couvents et corporations re-
ligieuses existant dans le Canton, à charge par l'E-
tat, de rétribuer convenablement les membres du Cler-
gé ci-dessus désignés, de supporter les charges du culte
qui pèsent actuellement sur eux et de pourvoir à
l'hospitalité du St-Bernard et du Simplon.

L'excédent de ces biens sera employé à l'amortisse-
ment de la dette publique.

Vu l'urgence de donner aux principes ci-dessus dé-
crétés tout le développement qu'une aussi importante
matière comporte ;

Vu pareillement la nécessité de régler ce qui a trait
aux bénéfices paroissiaux dont la collature ou la re-
pourvue appartenait ci-devant aux couvents de St-
Maurice et du St-Bernard,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le R^{me} Evêque de Sion pourvoit aux
bénéfices dont la collature ou la repourvue a appar-
tenu jusqu'à ce jour à la Maison du St-Bernard et

à l'Abbaye ou à l'Abbé de St-Maurice, sur une quadruple présentation faite par le pouvoir exécutif et l'autorité municipale de la commune, dans laquelle cette paroisse est comprise.

Si l'Evêque n'accepte pas le droit de collature ou de repourvue ci-dessus mentionné, dans le terme d'un mois, dès la communication qui lui sera faite, ce droit est dévolu à l'Etat.

Art. 2. — Le Rme Evêque de Sion, dont la nomination appartient au Grand-Conseil, perçoit annuellement un traitement de 6000 francs de Suisse, plus 1000 francs pour ses secrétaires et aumôniers.

Art. 3. — Le vénérable chapitre de Sion est rétribué comme suit :

Le grand-doyen perçoit un traitement de fr.	1300
Le doyen de Valère	» 1200
Le grand-sacristain	» 1100
Le grand-chantre	» 1000
Les huit autres chanoines, chacun	» 900

Art. 4. — Les rectorats dépendant de la cathédrale ou du chapitre, sont supprimés ; le vénérable chapitre est tenu de suppléer lui-même aux charges qui pèsent sur ces rectorats, sauf toutefois les charges que peut exiger une augmentation de personnel pour le service du culte de la ville de Sion, lequel sera réglé entre l'Etat, le vénérable chapitre et l'administration de la ville.

Toutefois les recteurs actuels, auxquels il ne pourrait autrement être procuré un honorable entretien, percevront un traitement équivalent au produit net de leur bénéfice actuel.

Art. 5. — Indépendamment du traitement ci-dessus, l'Evêque et le chapitre ont la jouissance des édifices servant à leur résidence, à charge des réparations locatives et de l'entretien ordinaire. Le casuel obligatoire dont jouissent le Rme Evêque et le chapitre sera employé à l'entretien des édifices publics destinés au culte et du culte lui-même dont ils étaient chargés jusqu'à ce jour ; en cas d'insuffisance, l'Etat y pourvoira.

Art. 6. — Il sera prélevé des créances provenant de la liquidation de la fortune du haut Clergé, pour former un capital dont l'intérêt au 4 % sera égal au traitement mentionné aux articles 2 et 3.

Sans préjudice de l'administration, appartenant à l'Etat, ces titres de créances seront confiés, en dépôt, à la bourgeoisie de Sion, qui ne pourra s'en dessaisir sans un ordre du Grand Conseil.

Ces valeurs ne peuvent recevoir une autre destination que celle désignée aux articles 2 et 3.

Art. 7. — Les intérêts ou baux, échus au 31 décembre 1847, des biens, meubles ou immeubles de l'évêché, du chapitre, des chanoines et recteurs, sont la propriété des titulaires qui jouissent du bénéfice du présent décret, dès la même date.

Art. 8. — L'Etat se charge de faire opérer, sans retenue, les rentrées des intérêts tant échus qu'à échoir.

Le traitement sera payé par semestre.

HOSPICES DU ST-BERNARD ET DU SIMPLON.

Art. 9. — Les établissements hospitaliers du St-Bernard et du Simplon et l'ordre religieux qui les
• dessert, sont maintenus sur le pied actuel.

Toutefois les administrations de ces Maisons sont
tenues d'exhiber l'état détaillé de leur fortune et de
• la gestion des dix dernières années, avec titres originaux à l'appui. L'excédent du revenu sera d'abord employé au paiement de la dette publique, et ensuite à l'amélioration de l'instruction publique.

Art. 10. — Les administrations de ces Maisons
• devront rendre annuellement compte de leur gestion, qui, à ce défaut, pourra leur être retirée.

Art. 11. — Les valeurs que ces Maisons possèdent à l'étranger seront autant que possible, placées en Valais, dès qu'un système hypothécaire y aura été établi.

Art. 12. — Si les administrations du St-Bernard et du Simplon ne se soumettent pas aux prescriptions des articles 9 et 10, l'Etat avisera aux moyens de
• faire exercer l'hospitalité par d'autres religieux, en remplacement de ceux à qui elle est actuellement confiée.

Dans ce cas, les avoirs de ces Maisons seront soumis à une administration spéciale et particulière, pour chacune d'elle, chargée de veiller à leur conservation pour garantir à perpétuité l'hospitalité.

Art. 13. — Si dans les huit jours qui suivront la promulgation du présent décret, la Maison du Grand-St-Bernard ne s'est pas conformée à l'article 9, et

n'a conséquemment pas procuré au Gouvernement les moyens de connaître l'excédent de fortune de cette Maison, sur lequel il peut être prélevé pour aider l'Etat dans l'acquittement de la dette publique, cet excédent est présumé, et le pouvoir exécutif utilisera tous les avoirs que cette Maison possède au canton de Vaud et une part égale sur ceux qu'elle possède en Valais, sans préjudice aux dispositions des articles qui précèdent.

ABBAYE DE ST-MAURICE.

Art. 14. — L'Abbaye de St-Maurice est maintenue sur les bases qui suivent :

Art. 15. — Les titulaires actuels, le Rme Abbé excepté, sont mis à la disposition de l'Evêque de Sion ou de l'Etat, pour desservir des bénéfices paroissiaux.

Ils pourront aussi être employés à l'instruction publique.

Dans l'un et l'autre cas, le consentement du Rme Abbé est réservé. En cas de dissidence, le Grand Conseil en décide.

Art. 16. — Les membres de la corporation, auxquels il ne sera point procuré de bénéfices ou emplois convenables, et le Rme Abbé, continueront à vivre en communauté. Un entretien honorable leur est assuré par l'Etat, ainsi qu'aux curés et professeurs de l'Abbaye qui résigneraient leurs fonctions par suite de vieillesse ou d'infirmités.

Art. 17. — Le nombre des membres de cette corporation sera réduit à douze, et maintenu sur ce

pied à l'avenir. Ils pourront être employés à desservir un établissement d'instruction publique que l'Etat fondera dans les édifices de l'Abbaye de St-Maurice.

Art. 18. — Indépendamment de la jouissance des bâtiments de l'Abbaye et de son enclos, qui leur sera réservée, une somme de 180,000 francs en capitaux, au 4 % qui sera prélevée sur la liquidation de la fortune de cette Abbaye, est affectée pour subvenir aux charges mentionnées aux articles qui précèdent.

Art. 19. — Sans préjudice de l'administration qui appartient à l'Etat, ces titres sont confiés en dépôt à la bourgeoisie de St-Maurice, qui ne pourra s'en dessaisir sans un ordre du Grand Conseil.

Ces valeurs ne peuvent recevoir une autre destination que celle désignée aux art. 16, 17 et 18.

Art. 20. — Les dispositions en faveur de l'Abbaye de St-Maurice ne sortiront d'effet d'autant que l'administration de cette Maison fournira un état détaillé de sa fortune et de la gestion des dix dernières années.

En cas de soustraction ou de refus de se soumettre aux art. 15 et 17, dans le terme de quinze jours, dès la réquisition, l'Abbaye pourra être supprimée.

COUVENTS DE BRIGUE ET DE COLLOMBEY.

Art. 21. — Le couvent des dames religieuses de Brigue est maintenu, en vue des services qu'il peut rendre à l'humanité et à l'instruction publique.

Le nombre des religieuses sera réduit à dix.

Art. 22. — La réception des novices est interdite au couvent de Collombey, les dames religieuses de cette maison continueront à y vivre en communauté. L'Etat leur assure une honorable existence.

Art. 23. — Dès que la réduction du nombre des religieuses ou les circonstances le permettront, le couvent et ses dépendances seront destinés à un objet d'utilité publique. A cet effet, il sera prélevé dans la liquidation de la fortune de cette maison des capitaux au 4 %, jusqu'à concurrence de la somme de 75,000 frs.

Les titres en seront confiés en dépôt à la bourgeoisie de Monthey, qui ne pourra s'en dessaisir sans un ordre du Grand-Conseil.

Ces valeurs ne peuvent recevoir une autre destination que celle désignée au présent article et au précédent.

COUVENTS DES CAPUCINS DE SION ET DE ST-MAURICE

Art. 24. — Ces couvents sont conservés sur le pied et mode actuels. L'Etat leur laisse la jouissance des avoirs dont ils ont joui jusqu'à ce jour.

Art. 25. — La conservation des Capucins a lieu sous la réserve expresse que les membres de ces corporations pourront être employés par l'Evêque ou l'Etat, pour desservir le culte ou pour l'instruction publique. Tout refus de se soumettre à cette clause entraînera la suppression des couvents.

Art. 26. — L'existence en Valais de tout couvent ou corporation religieuse, autre que ceux mentionnés ci-dessus est interdite.

Toutefois le pouvoir exécutif après enquête sur la position que peut avoir faite en Valais le haut Clergé à quelques dames étrangères de l'ordre de St-Joseph, pourra aviser aux moyens de leur assurer une honorable existence, sauf recours contre ceux qui les ont introduites contrairement aux lois.

Art. 27. — L'Etat supportera les frais du séminaire, mais ils ne pourront pour le moment dépasser les rentes actuelles de cet établissement, dont la partie matérielle sera réglée de concert entre l'Evêque et l'Etat.

Art. 28. — La fortune mobilière et immobilière formant les bénéfices paroissiaux, dont la collature ou la repourvue a appartenu, jusqu'à ce jour, à la Maison du St-Bernard et à l'Abbaye ou à l'Abbé de St-Maurice, est déclarée et reconnue propriété des communes dans lesquelles ces paroisses sont comprises.

Art. 29. — Ces communes devront remplacer le système actuel de traitement de leurs ecclésiastiques par une rente pécuniaire annuelle et de manière à faire cesser totalement les redevances féodales et à diminuer autant que possible le casuel obligatoire. Le tout sous la responsabilité et la garantie des communes et la surveillance de l'Etat.

Art. 30. — L'Etat interviendra dans la liquidation de la fortune de ces bénéfices et veillera à ce que les capitaux qui remplaceront les ruraux soient placés d'une manière sûre et convenable. — Des biens communaux libres seront, dans tous les cas, affectés en hypothèque pour garantir l'entretien des des-

servants jusqu'à concurrence d'un montant égal au capital dont ils percevront les intérêts.

Art. 31. — Le nombre des desservants dans chaque commune, leur traitement et tout ce qui s'y rapporte sont réglés par la commune et le Rme Evêque. En cas de dissidence, le Grand Conseil prononce.

Art. 32. — Si la liquidation des bénéfices paroissiaux, mentionnés à l'art. 1^{er}, offre un excédent, toutes charges déduites, sur le capital nécessaire à l'entretien des desservants, cet excédent sera joint aux fonds d'école ; toutefois, pendant dix ans, la moitié de l'intérêt de cet excédent sera dévolu à l'Etat.

Art. 33. — Tous les biens du clergé sont placés sous la haute surveillance de l'Etat, et au besoin régis par lui.

Art. 34. — Le pouvoir exécutif est autorisé à utiliser, de la manière qu'il jugera la plus profitable, pour le paiement de la dette publique, les immeubles joints au domaine de l'Etat par le décret du 11 courant, et auxquels le présent ne donne pas une destination spéciale.

Art. 35. — Au moyen des facilités que le présent décret et celui du 11 courant procureront à l'Etat, pour la liquidation de la dette publique, les valeurs, exigées à titre de contribution sur divers laïques, par décret du 9 décembre 1847, article 2, et sur le Clergé séculier, par arrêté du 24 décembre dit, et qui auront été payées en tout ou en partie du consentement du Gouvernement, seront envisagées comme prêt ; il leur sera tenu compte sans intérêt, et en créances sur l'Etat, des valeurs par eux avan-

cées dans un terme que le Grand Conseil fixera et dans la fixation duquel il sera tenu compte du plus ou moins d'empressement qu'ils auront mis à venir au secours de l'Etat.

Art. 36. — Ceux qui ne se seront pas acquittés de l'imposition mise à leur charge, y seront, sauf impossibilité absolue, contraints par voie de saisie administrative sur leurs avoirs et le rembourse, comme il est dit à l'article précédent, ne s'opérera que dans un terme beaucoup plus éloigné, et que le Grand Conseil fixera pareillement.

Art. 37. — La nécessité d'une stricte et rigoureuse exécution de toutes les dispositions du présent décret, qui n'ont trait qu'à la question matérielle de paiement de la dette publique avec l'excédent des biens du Clergé, est laissée à l'appréciation du pouvoir exécutif si le vénérable Clergé proposait pour l'amortissement de la dette publique des moyens plus propres que ceux prévus au présent.

Pour bénéficier de cette disposition, le vénérable Clergé devra déclarer, dans quinze jours dès la promulgation du présent, quelles sont les propositions qu'il aurait à faire ; s'il s'abstient ou fait des propositions jugées inacceptables par le pouvoir exécutif, il ne sera plus admis à en faire.

Ainsi décrété en Grand Conseil, à Sion, le 29 janvier 1848.

Le Président du Grand Conseil :

P. TORRENT.

Les Secrétaires :

L. RIBORDY, A. ALLET.

(RLV, VIII, p. 51-62).

Ces décrets des 11 et 29 janvier 1848 sont clairs et n'ont pas besoin de commentaire. Je m'arrêterai cependant sur trois points qui nous intéressent davantage : les empiètements du pouvoir civil sur le pouvoir spirituel de l'Evêque, le principe qui servit de base à ces décrets et la confiscation des biens paroissiaux.

8. Empiètements sur le pouvoir spirituel de l'Evêque.

Le pouvoir d'ériger et de supprimer des Ordres religieux de droit pontifical revient exclusivement au St-Siège. L'Assemblée législative valaisanne a cependant supprimé l'Ordre des Jésuites en Valais ; elle a interdit au monastère des Sœurs Bernardines de Collombey de recevoir des novices, ce qui équivalait à une suppression, et elle a limité, dans d'autres couvents, le nombre des religieux et des religieuses. Ces décisions n'étaient pas seulement contraires aux droits de l'Eglise catholique, mais aussi en contradiction avec la Constitution du Valais, même avec celle du 10 janvier 1848. En effet, cette Constitution statue que « la religion catholique est la religion de l'Etat et que la loi lui assure son appui ». (Art. 2).

Le décret du 29 janvier 1848 enlève aux couvents de l'Abbaye de St-Maurice et de la Maison du St-Bernard la collature des bénéfices qui leur avaient appartenu jusqu'alors et remet ce droit à l'Evêque de Sion. La loi ajoutait : « Si l'Evêque de Sion n'use pas de ce droit dans le terme d'un mois, **ce droit est dévolu à l'Etat** » (art. 1). Ce décret conférait aux Communes le pouvoir de fixer, d'accord avec l'Evê-

que, le nombre des desservants dans chaque commune ; en cas de dissidence, c'est le Grand Conseil qui devait trancher (art. 31). Mais les empiètements de l'Etat sur le pouvoir spirituel n'ont pas été uniquement théoriques ; le Pouvoir exécutif s'est efforcé de les mettre, en pratique. Je me contente de citer quelques exemples.

Par lettre du 18 mars 1848, le Président du Conseil d'Etat écrit à l'Evêque de Sion pour se plaindre de ce que des confesseurs aient refusé l'absolution aux citoyens qui, par leur vote, avaient sanctionné le décret du 11 janvier 1848 sur la spoliation du Clergé. Il termine sa lettre en priant l'Evêque de lui faire connaître sans retard les mesures qu'il croirait devoir prendre pour prévenir le retour de pareils actes. (AES T. 223, N. 151). Non satisfait de cette démarche auprès de l'Ordinaire, le Conseiller d'Etat chargé du Département de l'Intérieur envoya, le 11 avril 1848, une circulaire aux présidents des Communes pour les charger de la surveillance des prêtres. Il leur écrit : « Nous apprenons de source certaine, que, dans diverses paroisses du Canton, des prêtres, abusant de leur caractère, ont poussé l'aveuglement au point de refuser l'absolution aux citoyens qui ont voté le décret du 11 janvier ». Le Conseiller d'Etat taxe cette manière d'agir des prêtres de « tentatives du pharisaïsme moderne contre les droits de l'Etat » et invite les présidents « à veiller avec le zèle le plus soutenu » sur la conduite des prêtres et à lui faire rapport sur ceux d'entre eux qui auraient refusé l'absolution, ainsi que sur les citoyens auxquels l'absolution aurait été refusée. (AES, T. 223, N. 158). Est-il besoin de faire remarquer que les prêtres re-

çoivent de Dieu le pouvoir de remettre et de retenir les péchés des fidèles et que la manière de procéder dans cette sublime fonction leur est dictée par l'Eglise et non pas par l'Etat.

Le Conseil d'Etat s'arrogeait aussi le droit de faire des mutations dans le Clergé paroissial. Par lettre du 7 avril 1848, le Président du Conseil d'Etat écrivit à l'Evêque de Sion : « Nous venons informer Votre Grandeur que le Conseil d'Etat va procéder au remplacement de quelques desservants, de ceux d'abord dont le maintien est incompatible avec le repos et la réconciliation de leurs ouailles. M. Biselx, par exemple, ne pourrait être toléré plus longtemps à Orsières. **Le Conseil d'Etat va faire administrer cette paroisse** par M. Antoine Métrailler, Recteur à Salins jusqu'à la réunion du Grand Conseil ». (AES, T. 223, N. 155).

Dans sa réponse, l'Evêque de Sion affirme ses droits et écrit ce qui suit au sujet de l'institution du curé d'Orsières par le Conseil d'Etat :

« Nous ne pourrions reconnaître ce prêtre comme administrateur de la paroisse d'Orsières, et s'il présumait s'immiscer, contre le gré du pasteur légitime, dans l'administration de la paroisse, nous devrions le regarder comme un intrus, dont les actes seraient frappés de nullité, parce qu'il n'aurait pas été nommé ni approuvé par l'Ordinaire, de qui seul émane la juridiction spirituelle nécessaire pour administrer une cure devenue vacante ». (AES, T. 223, N. 156).

Dans sa lettre du 18 décembre 1847, par laquelle il lui intimait l'ordre de déplacer quelques ecclésiastiques, le Gouvernement provisoire ne craignit pas d'écrire à Mgr de Preux ce qui suit :

« Nous disons à Votre Grandeur, sans détour, que

le premier changement à opérer porterait sur le Secrétaire épiscopal, M. l'abbé Joseph Dunoyer » (AES, T. 223, N. 136). Mgr de Preux lui répond par lettre du 21 décembre 1847 : « Nous vous dirons aussi sans détour que le contenu de votre lettre du 18, par laquelle vous nous déclarez que le premier changement à faire porterait sur notre Secrétaire épiscopal, nous a péniblement affecté, d'autant plus que cette démarche n'est appuyée d'aucune raison. Si un évêque doit jouir de quelque liberté, c'est certainement dans le choix des personnes destinées à l'entourer de près, parce que c'est là un choix de confiance qui ne peut s'accorder indistinctement à tout sujet... Toutefois, craignant non pas pour nous, mais pour la personne en question les suites fâcheuses auxquelles l'exposerait notre refus, nous ne tarderons pas à prendre les mesures nécessaires pour épargner tout désagrément à un ecclésiastique qui mérite tous nos égards par l'attachement qu'il a constamment montré à notre personne et par son empressement à nous rendre tous les services dans l'emploi dont il a été chargé jusqu'à ce jour ». (AES T. 223, N. 137).

Le pouvoir civil du Valais voulut aussi nommer les professeurs du Séminaire épiscopal. Ayant appris que le pouvoir législatif s'arrogeait ce droit, Mgr de Preux protesta d'avance par sa lettre du 8 novembre 1848 adressée au Grand Conseil. Mgr de Preux écrit : « Nous croyons devoir faire observer à la Haute Assemblée que les Séminaires, tant sous le rapport de leur direction que sous celui de l'enseignement, ont toujours été, dans l'Eglise catholique, sous la dépendance exclusive de l'autorité épiscopale, et que cette dépendance est fondée sur les principes consti-

tutifs de la religion catholique. Persuadé, Tit., que vous ne voulez pas porter atteinte aux droits des Evêques en cette matière, vous n'aurez pas de peine à admettre la demande que nous avons l'honneur de vous adresser, de ne porter aucune décision à cet égard ». (AES, T. 223, N. 171).

Malgré cette protestation, le Grand Conseil statua, dans sa loi du 31 mai 1849 sur l'Instruction publique (RLV, VIII. p. 82) ce qui suit : « La direction supérieure des établissements d'instruction publique appartient au Conseil d'Etat » (art. 2). « Le pouvoir exécutif intervient dans l'organisation du Séminaire, en tant que le maintien de l'ordre public et des institutions de l'Eglise l'exige » (art. 32). En conformité de cette loi, le Conseil d'Etat, par sa lettre du 20 octobre 1851, fit opposition à la nomination du R. P. Sauthier comme professeur du Séminaire. Le Conseil d'Etat motiva cette démarche de la manière suivante : « Il ne peut nous convenir, et nous croyons contraire à l'intérêt du pays, que les jeunes gens qui se destinent à la carrière du sacerdoce, reçoivent une instruction qui sera nécessairement imprégnée des principes et des doctrines de la société des Jésuites. Fondés sur l'art. 2 de la loi du 31 mai 1849 sur l'Instruction publique, nous venons en conséquence inviter Votre Grandeur de remplacer M. Sauthier et de nous informer de celui qu'Elle aura désigné à sa place ». (AES T. 223, N. 200).

9. Principe servant de base aux décrets
des 11 et 29 janvier 1848.

En examinant de près les décrets par lesquels le pouvoir civil a empiété sur le pouvoir spirituel de l'Evêque de Sion et sécularisé les biens de l'Eglise, on peut se demander sur quel principe les chefs du pouvoir législatif se sont basés pour prendre leurs décisions. Dans la discussion qui eut lieu au Grand Conseil en 1859, lors de l'examen du projet de loi qui devait révoquer les décrets spoliateurs, la minorité insistait toujours sur le fait que le peuple avait voté le décret du 11 janvier 1848 ; elle insinuait donc le principe que tout pouvoir vient du **peuple souverain**. Ce principe ressort plus clairement encore des paroles que M. le député Pignat a prononcées en séance du Grand Conseil, le 23 mai 1859. Le Bulletin des séances du Grand Conseil relate ce qui suit : « Rome n'a pas ratifié, il est vrai, ces premières conventions, mais M. Pignat ne croit pas que cette sanction soit nécessaire, car, dans les questions dont il s'agit, il estime que ce n'est pas Rome qui est l'Eglise, mais la réunion des fidèles du pays. En fait d'intérêts matériels, il ne reconnaît pas l'autorité de Rome, et il ne veut traiter qu'avec l'Evêque du **Dio-cèse, autorité émanant du peuple valaisan, la seule que l'orateur reconnaisse** ». (BSGC, mai 1859 p. 44).

D'après ce principe du peuple souverain, de qui on veut faire découler tout mandat et toute puissance, les représentants du pouvoir civil ainsi que les évêques et les curés reçoivent leur pouvoir du peuple seul. Dieu, par contre, est traité comme s'il n'a-

vait aucun droit de commander, comme s'il n'existait pas... Voici comment s'exprime Léon XIII : « Dans une société fondée sur ces principes, l'autorité publique n'est que la volonté du peuple, lequel ne dépendant que de lui-même, est aussi seul à se commander... La souveraineté de Dieu est passée sous silence, exactement comme si Dieu n'existait pas ». (Enc. *Immortale Dei*).

Tout autre est la doctrine de l'Eglise catholique selon laquelle « il faut absolument admettre que l'origine de toute puissance publique doit s'attribuer à Dieu, et non à la multitude ». (Léon XIII, Enc. *Immortale Dei*). Tout en nous rappelant que « **tout pouvoir vient de Dieu** », (Rom. 13, 1), cette doctrine catholique nous enseigne aussi que l'autorité civile, une fois légitimement constituée, reçoit sa puissance de Dieu ; elle nous fait savoir que c'est « **le Saint-Esprit qui établit les Evêques pour gouverner l'Eglise de Dieu** » (Act. 20, 28), et non pas le peuple ou le pouvoir civil. Le Pape Léon XIII insiste sur cette dernière vérité quand il dit : « C'est à l'Eglise et non pas à l'Etat qu'il appartient de guider les hommes vers les choses célestes ; c'est à elle que Dieu a donné le mandat de connaître et de décider tout ce qui touche à la religion, d'enseigner toutes les nations, d'étendre aussi loin que possible les frontières du nom chrétien : bref, d'administrer librement et tout à sa guise les intérêts chrétiens ». (Enc. *Immortale Dei*).

10. Sécularisation des biens paroissiaux.

Les décrets des 11 et 29 janvier 1848 disent clairement que les biens meubles et immeubles de la Mense épiscopale, du V. Chapitre, des couvents et des paroisses, dont la collature appartient à l'Abbaye de St-Maurice et à la Maison du Grand-St-Bernard, sont incorporés à l'Etat ou aux Communes. Qu'en est-il des **bénéfices séculiers et de la fortune des Eglises paroissiales** ? A ce sujet la loi est beaucoup moins claire ; il est cependant certain, comme on le verra, que ces biens ont aussi été sécularisés et conférés aux Communes.

On peut déduire la sécularisation des biens paroissiaux du décret du 11 janvier 1848. En effet, ce décret statue que les biens meubles et immeubles dont jouissent les **corporations religieuses** existant dans le Canton sont réunis au domaine de l'Etat. Il faut avant tout examiner la portée de l'expression **corporation religieuse**. Une corporation est une association d'individus exerçant la même profession dans une localité ou un district et qui s'unissent en vue d'atteindre un but commun. Dans un sens plus étendu, le terme de corporation peut s'appliquer à l'Eglise et c'est ainsi qu'on appellera **corporation religieuse** un couvent où les religieux vivent en communauté pour se sanctifier plus facilement, ou encore une confrérie, par exemple celles du Saint-Sacrement ou de la Sainte Vierge, dans lesquelles un certain nombre de personnes se sont groupées pour adorer le Saint Sacrement ou pour honorer la Sainte Vierge ; dans ce sens large on peut aussi ap-

pele corporation religieuse une paroisse dont les fidèles se sont réunis pour pratiquer la religion et pour assurer le culte divin. C'est ainsi que, accepté dans le sens large, le terme « Corporation religieuse » désigne non seulement les couvents, mais aussi les confréries et les paroisses. Les biens paroissiaux auraient donc été sécularisés sous le nom de « biens meubles et immeubles des corporations religieuses ». En tout cas, si les biens paroissiaux ne sont pas visés par le décret du 11 janvier 1848, ils sont désignés clairement d'une manière générale par l'art. 33 du décret du 29 janvier 1848. Cet article décide : « **Tous les biens du Clergé sont placés sous la haute surveillance de l'Etat et au besoin régis par lui** ». Il importe avant tout de savoir quelle est la portée du terme : **les biens du Clergé**. Les Curés ne sont pas, en réalité, les propriétaires des bénéfices, ils n'en sont que les usufruitiers. Les bénéfices sont des personnes morales juridiques qui sont attachées aux paroisses respectives, sous la haute surveillance de l'Evêque du diocèse et du Saint-Siège. Il en est de même de la fortune des églises paroissiales et des confréries existant dans les paroisses, ainsi que des fonds des anniversaires : ces biens n'appartiennent pas au Clergé, mais aux personnes morales respectives ; le Curé n'en est de droit que le représentant et l'usufruitier et non pas le propriétaire.

Quoi qu'il en soit, les biens paroissiaux ont été sécularisés ou par cet article 33 du décret du 29 janvier 1848, qui donne à l'Etat la haute surveillance des biens du Clergé et le droit de les régir, ou par le décret du 11 janvier 1848, qui réunit au domaine de l'Etat les biens des corporations religieuses. L'Etat

a ensuite attribué les biens des paroisses aux communes respectives. Le Grand Conseil a même, par la loi du 31 mai 1849 sur l'Instruction publique, autorisé les communes dont les ressources seraient insuffisantes pour supporter les frais de l'instruction, à appliquer aux écoles les fonds des sociétés, des corporations ou fondations dont le but serait moins utile que l'instruction publique (art. 13, § 3).

11. Décret du 24 mai 1859 rapportant les décrets
des 11 et 29 janvier 1848.

Après de longs pourparlers entre les deux pouvoirs, les décrets spoliateurs de l'année 1848 ont été enfin révoqués en 1859 par un décret du Grand Conseil, dont voici la teneur :

Décret

*du 24 mai 1859, rapportant les décrets de sécularisation
des biens du Clergé, des 11 et 29 janvier 1848.*

Le Grand Conseil du Canton du Valais,
sur la proposition du Conseil d'Etat,

Décète :

Art. 1^{er}. — Le décret du 11 janvier 1848, portant réunion au domaine de l'Etat des biens de l'Evêché et du vénérable Chapitre de Sion, des rectorats de la cathédrale, du Séminaire, ainsi que des couvents et des corporations religieuses existant dans le Canton, et le décret du 29 du même mois sur l'exécution du précédent sont rapportés.

Art. 2. — L'Eglise est réintégrée dans la posses-

sion des immeubles et droits compris dans les décrets et qui n'ont pas été aliénés par l'Etat.

Ces biens, de même que ceux dont le Vén. Clergé ci-dessus désigné jouit actuellement, sont rendus et demeurent affectés à leur destination.

Toutefois, le Conseil d'Etat est chargé de négocier avec l'autorité ecclésiastique compétente la représentation, par des valeurs correspectives, des biens-fonds qu'il jugera convenable de réserver à une destination d'utilité publique.

Art. 3. — Les grands et les petits anniversaires établis à la cathédrale de Sion sont restitués et rendus à leur destination.

Donné en Grand Conseil à Sion, le 24 mai 1859.

Le Président du Grand Conseil :

J.-A. CLEMENZ.

Les Secrétaires :

Ig. DURIER. — Ant. ROTEN. »

(RLV X. p. 139-140).

Avant les événements de 1847 et 1848 tous les biens ecclésiastiques étaient la propriété incontestée de l'Eglise. Ce droit de propriété lui fut enlevé par les décrets des 11 et 29 janvier 1848. Ces deux décrets de sécularisation ayant été révoqués par le décret du 24 mai 1859, l'Eglise se trouve réintégrée dans les mêmes droits qu'elle avait sur les biens temporels avant les décrets de 1848. La Mense épiscopale, le Vén. Chapitre, les couvents, les bénéfices, les confréries, les fabriques des églises paroissiales ont donc récupéré le droit de propriété dont ils jouissaient avant les événements de 1848. Il sem-

blera à chacun que, après le décret du 24 mai 1859, personne ne peut contester à l'Eglise le droit de propriété sur les biens ecclésiastiques ; il suffira, du reste, pour ne laisser subsister aucun doute à ce sujet, de rappeler les débats du Grand Conseil qui ont précédé le vote du décret et d'examiner ensuite de quelle manière celui-ci a été exécuté par le Conseil d'Etat.

12. Message du Conseil d'Etat et vote de la Commission lors de la présentation du décret de 1859.

La question de la révocation des décrets de spoliation fut introduite officiellement par la **communication** que fit Monsieur le Président du Conseil d'Etat, au nom du gouvernement, dans la séance du Grand Conseil du 23 nov. 1857. Cette communication a la teneur suivante : « Le Conseil d'Etat croirait manquer à son devoir et aux égards qu'il doit au Pouvoir dont il émane, s'il vous laissait rentrer dans vos foyers sans vous faire part des démarches qu'il a faites pour obtenir la solution des différends existant depuis 1848 entre l'Etat et l'Eglise ».

« Connaissant les sentiments qui animent le Grand Conseil et le peuple valaisan, sentiments qu'il partage entièrement lui-même,... le Gouvernement a inauguré son administration par l'initiative qu'il a prise pour amener la cessation d'un état de choses qui n'est pas son œuvre, **état qu'il envisage comme incompatible avec les principes qu'il professe et qu'il est appelé à défendre** ».

« A cet effet nous nous sommes adressés à Monseigneur notre Evêque et lui avons exprimé notre désir bien sincère de voir rétablir les relations d'entente momentanément troublées entre l'autorité civile et l'autorité ecclésiastique ».

« En faisant cette démarche, nous avions à cœur de la faire dans des termes de nature à ne laisser aucun doute sur la franchise de nos dispositions et la sincérité de nos sentiments ; aussi sommes-nous heureux de constater que c'est ainsi que notre Pasteur diocésain l'a appréciée et qu'il a bien voulu y reconnaître la preuve de notre dévouement à l'Eglise ».

« Le Conseil d'Etat croit devoir vous retracer en quelques mots la ligne de conduite qu'il suivra dans la tractation de cette importante affaire touchant aux intérêts les plus chers du peuple et à l'héritage le plus sacré de nos pères ».

« Le désaveu spontané et formel des principes qui ont présidé aux décisions prises en décembre 1847 contre l'Eglise, doit, selon nous, former la base de toute négociation. Le principe de la propriété de l'Etat des avoirs de l'Eglise sera révoqué ».

« De leur côté les droits et les intérêts de l'Etat seront sauvegardés. Les droits réciproques de l'Etat et de l'Eglise trouveront leur consécration. » (BSGC automne 1857, p. 27-29).

Ces paroles prouvent clairement que le Conseil d'Etat voulait un arrangement avec l'Eglise en reconnaissant à celle-ci le droit de posséder et d'administrer les biens qui lui sont nécessaires pour atteindre son but.

Ces mêmes principes se trouvent dans le **message** que, à ce sujet, le Conseil d'Etat a adressé en 1859 au Grand Conseil et dans lequel il dit : « Le Gouvernement en ouvrant les négociations, a cru, dès le principe, faire connaître sa résolution de révoquer les décrets des 11 et 29 janvier 1848 sur la sécularisation des biens du V. Clergé, comme **incompatibles avec les droits de l'Eglise**. Cette déclaration a servi de point de départ, et le principe reconnu par l'Etat trouve sa consécration dans l'article premier du décret que nous avons l'honneur de soumettre à l'examen du Grand Conseil »...

« L'art. 2 du décret consacre la **réintégration de l'Eglise dans la possession des immeubles et droits compris dans les décrets qui n'ont pas été aliénés par l'Etat.... La restitution de la propriété, établie en principe par l'article premier, doit être entendue sans restriction** et dans l'esprit que le Gouvernement a professé en face de la haute Assemblée au moment de l'ouverture des négociations. En partant de ce point de vue, l'Etat ne doit rien se retenir sur les avoirs de l'Eglise. » (BSGC, mai 1859, p. 36, 37).

Examinons maintenant le **vote de la commission**. La majorité de la commission expose dans son rapport que le décret qui est soumis au vote de la haute Assemblée est une œuvre de justice et de réparation. « Elle se place sur le terrain des principes religieux et proclame hautement que le principe de la **propriété de l'Etat des biens de l'Eglise est un principe attentatoire aux droits de l'Eglise** et ne peut être maintenu dans une Assemblée et dans un pays qui se disent catholiques. Partant de ce principe, la majorité de la

commission estime qu'en rapportant un décret hostile à l'Eglise, ainsi qu'en faisant abandon des **prétendus droits de propriété qui n'ont jamais appartenu à l'Etat**, celui-ci n'a pas à réclamer de **correspectif** ». (BSGC, mai 1859, p. 40-41).

La **minorité** de la commission demande que, conformément à l'article 73 de la Constitution, on règle les rapports entre l'Etat et l'Eglise par un **concordat** et elle repousse le projet de décret jusqu'à la conclusion d'un concordat. Dans celui-ci elle voudrait obtenir une réduction des jours de fête et d'abstinence. (BSGC, mai 1859, p. 43-45).

13. Discussion du projet de décret au Grand Conseil.

Les orateurs de la **minorité** réclament un concordat pour régler les rapports entre l'Etat et l'Eglise. Monsieur le député **Cretton** demande : « A-t-on calculé toutes les conséquences du retrait des décrets de 1848 ? **Les communes déclarées propriétaires des biens des paroisses ne se laisseront pas ravir cette propriété sans recourir à l'autorité ou au tribunal de la Confédération.** » Il conclut par ce dilemme : « Ou les décrets de sécularisation sont injustes ou ils sont justes. Dans ce dernier cas, il faut les maintenir ; dans le premier, il propose de rendre au clergé tous les biens qui ont été réunis au domaine de l'Etat » (BSGC, mai 1859, p. 45). M. Alexandre de **Torrenté** repousse le projet de décret, parce qu'il veut un concordat qui réglera en même temps la question des fêtes et de l'abstinence. M. le député **Ducrey** commence par dé-

clarer qu'il ne fera pas d'opposition au décret présenté et qu'il désire sincèrement voir se rétablir les bons rapports entre l'Etat et l'Eglise. Il trouve cependant dangereuse et illégale l'abrogation pure et simple des décrets de janvier 1848, qui sont des faits accomplis et qui ont conféré des droits à des tiers et aux **communes**. Ces décrets n'ont pas trait seulement aux biens sécularisés, mais ils règlent la question de certaines collatures et celle de la **propriété des biens paroissiaux**. A ce point de vue ils ne sauraient être abolis par le Grand Conseil, qui ne peut ravir aux **communes une propriété** qui leur est acquise. » (BSGC mai 1859, p. 50-51).

En résumé l'oppositon réclame un **concordat** qui réglerait en même temps la question des biens ecclésiastiques et celle de la réduction des fêtes chômées et des jours d'abstinence ; elle reconnaît que la révocation des décrets de janvier 1848 enlève aux communes le droit de propriété sur les biens paroissiaux ; elle exige qu'en compensation pour la révocation de ces décrets, le Clergé fournisse un correspectif, et elle fait entendre la menace que les communes recourront au Tribunal fédéral contre ce décret qui leur enlève de nouveau le droit de propriété sur les biens paroissiaux.

Les orateurs de la **majorité** réfutent les arguments de la minorité. M. le député **Zen-Ruffinen** expose ce qui suit : « C'est avant tout une question de principe. M. Cretton a dit que la conséquence de ce principe, c'est qu'il faut tout rendre au clergé. Sans doute, en droit, l'Etat devrait tout rendre, puisqu'il avoue n'avoir eu le droit de rien prendre, mais le Clergé se contente de la restitution des biens non vendus et

renonce à réclamer le reste. La constitution prévoit, mais ne prescrit pas un concordat ; elle ne défend point de faire préalablement une convention sur certains objets. On réclame comme condition la suppression de l'abstinence le samedi et de quelques fêtes. Mais quand on a une restitution à faire, est-il honorable d'imposer des conditions à celui à qui elle est due ? La dignité de l'Etat et la dignité de l'Eglise s'opposent à de semblables conditions. » (BSGC, mai 1859, p. 49).

M. Allet, vice-président du Conseil d'Etat, répond aux orateurs de la minorité que le point de départ du Grand Conseil doit être commandé et fixé par ces paroles : « **Le Valais sera toujours l'enfant soumis de l'Eglise** ». Il expose que la restitution que le décret contient est de **toute justice**, puisque le **Gouvernement a déjà reconnu**, avec l'assentiment du Grand Conseil, **que ces biens appartiennent à l'Eglise** et que sans la révocation des décrets de 1848 qui déniaient ce droit à l'Eglise, le concordat demeure impossible. « Pour ce qui concerne les droits de collature, dit M. Allet, dont traitent les décrets des 11 et 29 janvier 1848, et la propriété des bénéfices revendiqués en faveur des communes, **les communes ne peuvent invoquer d'autres titres que ceux que forment ces décrets eux-mêmes**. Ceux-ci étant rapportés, on ne saurait plus sur quoi elles pourraient baser leurs prétendus droits de propriété. Si toutefois, ce qui est inadmissible, des droits constitutionnels étaient atteints, il est évident que le recours aux pouvoirs fédéraux, recours dont on fait menace, demeure ouvert aux communes et aux particuliers lésés. » (BSGC, mai 1859, p. 47-51-52).

En résumé, il résulte du message du Conseil d'Etat, du vote de la commission et de la discussion du Grand Conseil :

que la sécularisation des biens de l'Eglise était incompatible avec les droits de l'Eglise ;

que le désaveu spontané et formel des principes qui avaient présidé aux décrets de spoliation, devait être la base de toute négociation avec l'Eglise et que le principe suivant lequel les biens de l'Eglise appartenaient à l'Etat devait être renié ;

que le Gouvernement a reconnu, avec l'assentiment du Grand Conseil que les biens ecclésiastiques appartiennent à l'Eglise ;

que les décrets de janvier 1848 ont attribué les biens paroissiaux aux communes et que le décret du 24 mai 1859 leur enlevait de nouveau le droit de propriété sur les biens paroissiaux ;

que les communes n'avaient qu'un seul titre pour réclamer la propriété des biens paroissiaux : les décrets de janvier 1848 et que, ces décrets étant révoqués par le décret du 24 mai 1859, les communes n'auraient plus aucun titre sur lequel elles pourraient baser leurs prétendus droits de propriété sur les biens des paroisses ;

que le décret du 24 mai 1859 avait pour but de réintégrer l'Eglise dans les meubles et immeubles qui n'avaient pas encore été aliénés par l'Etat ;

que la restitution des biens de l'Eglise devait être entendue sans restriction et que l'Etat ne voulait rien se retenir des avoirs de l'Eglise.

14. Déclarations du Gouvernement lors de l'exécution du décret du 24 mai 1859.

Déjà avant le vote du décret du 24 mai 1859, le Conseil d'Etat avait manifesté son intention de réintégrer l'Eglise dans les biens sécularisés par les décrets de janvier 1848. Le 12 mai 1859, le Conseil d'Etat passa avec les représentants du Clergé une **convention** qui décide entre autres choses : « Le Pouvoir exécutif fait connaître sa résolution de proposer au Grand Conseil de rapporter le décret du 11 janvier 1848, portant réunion au domaine de l'Etat des biens de l'Evêché et du Vén. Chapitre de Sion, des Recteurs de la Cathédrale, du Séminaire ainsi que des couvents et corporations religieuses existant dans le canton, et le décret du 29 janvier de la même année sur l'exécution du précédent. »

« La conséquence de cette disposition sera que, les décrets précités cessant de sortir leur effet, **l'Etat ne pourra d'un côté les invoquer** et sera, de l'autre côté, libéré de toutes charges et obligations qu'il avait assumées et auxquelles il n'aurait pas été satisfait jusqu'à ce jour... »

« L'Eglise sera réintégrée dans la possession des immeubles et droits compris dans les décrets et qui n'ont pas été aliénés par l'Etat. »

« L'Etat reste engagé à tenir compte au Séminaire diocésain de la valeur des biens aliénés. » (AES, T. 223, N. 263).

Le Conseil d'Etat, comme Pouvoir exécutif, avait la charge d'annoncer à l'Evêque de Sion, au Chargé d'affaires du St-Siège à Lucerne et au Souverain

Pontife lui-même, l'entrée en vigueur du décret du 24 mai 1859.

Par lettre du 27 juin 1859, M. le Président du Conseil d'Etat donne officiellement connaissance de ce décret à l'Evêché de Sion. Dans cette lettre, M. le Président écrit : « Par l'adoption de nos propositions, le Pouvoir législatif a révoqué les décrets des 11 et 29 janvier 1848 et réintégré le Vén. Clergé dans la possession des biens non aliénés... Par exception au principe établi par la convention, en vertu duquel chaque partie est replacée dans ses droits et ses charges antérieurs aux décrets de 1848, l'Etat demeure chargé de l'entretien de l'église de St-Pierre-des-Clages » (AES, T. 223, N. 264).

Dans la lettre que M. le Président du Conseil d'Etat adressa au Chargé d'affaires du St-Siège à Lucerne pour lui annoncer l'entrée en vigueur du décret du 24 mai 1859, se trouve le passage suivant : « Le décret que nous venons de rappeler a révoqué les décrets de 1848 sur la sécularisation des biens du Clergé et réintégré celui-ci dans la possession de ses avoirs non vendus » (Archives du Canton du Valais, Lettres du Conseil d'Etat II 6/5 n. 289, p. 229).

Enfin, par lettre du 29 juin 1859, M. le Président du Conseil d'Etat annonça au Souverain Pontife lui-même la révocation de la sécularisation des biens de l'Eglise. De cette lettre, je cite les passages suivants : « Nous avons reconnu dès le principe que la révocation des actes contraires aux droits de l'Eglise devait former la base de toute négociation. En conséquence, et pour nous conformer aux vœux du Chef suprême de l'Eglise, nous avons proposé au Grand Conseil un décret rapportant ceux des 11 et 29 janvier 1848, par

lesquels atteinte avait été portée aux droits de l'Eglise et spécialement à ceux du Vén. Clergé diocésain. »

« Par l'effet du décret, porté sous la date du 24 mai 1859, et des négociations qui l'avaient précédé et dont le résultat est consigné dans le procès-verbal ci-joint, le **Vén. Clergé est réintégré**, en principe, dans la possession de ses avoirs et de tous ses intérêts matériels. »

« Les questions les plus graves, telles que celles de la sécularisation des couvents ainsi que des bénéfices appartenant à l'Abbaye et à la Maison du St-Bernard, et des biens de l'Eglise en général, se trouvent réglées par le retrait pur et simple des décrets des 11 et 29 janvier 1848 et il ne reste plus qu'à discuter quelques points d'un intérêt secondaire » (Arch. du Canton du Valais, Lettres du Conseil d'Etat, II, 6/5 p. 226).

Par ces lettres adressées à l'autorité ecclésiastique, le Gouvernement du Valais reconnaît donc que les décrets de sécularisation sont révoqués, que l'Eglise est réintégrée dans la possession de tous ses biens et qu'il ne voulait par conséquent réserver, ni à l'Etat ni aux Communes, aucun bien appartenant à l'Eglise.

Le Gouvernement ne s'est pas contenté d'annoncer au Souverain Pontife et à l'Evêque de Sion que, en exécution du décret du 24 mai 1859, l'Eglise était réintégrée dans la propriété de tous ses biens non encore aliénés : il n'a pas cessé, depuis 1859, de reconnaître pratiquement la propriété de l'Eglise sur les bénéfices pastoraux, par l'application de la loi sur l'impôt. S'il attribuait vraiment aux Communes la propriété des bénéfices dont il s'agit, l'Etat devrait traiter les bénéficiaires non pas comme étant les représentants des bénéfices, mais comme leurs usufruitiers,

ce qu'ils sont en réalité, puisque les capitaux ou propriétés appartiennent au bénéfice-Cure qui est une personne morale reconnue par la loi civile. Or, d'après la pratique depuis longtemps en vigueur dans le canton, les curés doivent payer l'impôt non pas pour leur revenu ou bénéfice, mais pour le fonds qui constitue leur revenu. Prenons comme exemple un curé dont le revenu annuel est de 3000 fr., soit le produit annuel d'un capital de 63.000 fr. En supposant qu'il ait à payer son impôt cantonal d'après le revenu, ce curé sera d'abord en droit, d'après la loi, de retrancher le minimum d'existence de 1000 frs ; il lui restera donc à payer, pour les deux autres mille francs, un impôt calculé au taux de 1,2 %, soit un total de 24 frs. En réalité, l'Etat fait payer aux bénéficiaires l'impôt sur le **fonds ou le capital**, de sorte que le curé cité en exemple, dont le revenu est de 3000 frs, doit payer comme s'il était possesseur d'une fortune de 63.000 frs. Calculée au taux de 2,5 ‰, une fortune de 63.000 frs représente un impôt de 157,50 frs. Entre 157,50 et 24 frs il y a une différence de 133,50 frs, somme qu'il serait injuste de réclamer au curé si la propriété de son bénéfice revenait à la Commune. Par l'application de la loi sur l'impôt cantonal, l'Etat fournit donc une preuve irréfutable que les bénéfices n'appartiennent pas aux communes.

Comme la lettre du Gouvernement adressée au St-Siège le fait ressortir, le décret du 24 mai 1859 ne réglait que les questions les plus graves et laissait pour plus tard la liquidation de quelques points d'intérêt secondaire. L'Etat devait faire disparaître de la législation valaisanne les traces qui y restaient encore de la sécularisation des biens ecclésiastiques

et qui étaient une atteinte aux droits de l'Eglise ; c'est ce qu'il s'efforça de faire.

La loi du 31 mai 1849 sur l'instruction publique, art. 13 § 2, autorise les communes, dont les paroisses étaient administrées par les Chanoines de l'Abbaye de St-Maurice et la Maison du St-Bernard, à couvrir les frais de l'instruction publique « par l'excédent sur les capitaux destinés aux bénéfices paroissiaux » et le § 3 de ce même article autorisait les communes à appliquer aux écoles les fonds des sociétés, corporations et fondations. En supprimant cette décision, la loi du 4 juin 1873 sur l'instruction publique, art. 9 met toutes les charges de l'instruction primaire à la charge des communes et abroge, par l'art. 125 les dispositions contraires à cette loi. Elle enlève donc aux communes le droit d'appliquer les biens paroissiaux aux écoles. (RLV, XI. p. 333,359).

La loi du 2 juin 1851 sur le régime communal, art. 4, § 25 contient ce passage : « Lorsque ces biens (destinés au culte) **appartiennent à plusieurs communes...** » (RLV. VIII. p. 343). Cette loi conférait donc aux communes le droit de propriété sur les biens paroissiaux. Cette loi a été corrigée par celle du 22 mai 1880 qui remplace le passage que je viens de citer par la phrase : « Lorsque **la paroisse est formée de plusieurs communes**, les biens des fabriques et les bénéfices dont il s'agit sont régis par une commission paroissiale » (RLV, XIII. p. 14). Le Pouvoir législatif a donc supprimé le 22 mai 1880 la prescription légale du 2 juin 1851 qui portait atteinte au droit de propriété des biens de l'Eglise.

La loi du 27 novembre 1877, déterminant les avoirs bourgeoisiaux affectés au service public, dit à

l'art. 2 : « sont propriété communale et affectés au service public b) les fonds destinés au culte. Ces fonds ne peuvent être détournés de leur destination. » (RLV, XII. p. 337, 338).

Cet article 2 de la loi de 1877 est en contradiction absolue avec la volonté des législateurs qui, dès 1859, se sont continuellement employés à faire disparaître toutes les traces de la spoliation de 1848 et de l'atteinte portée, à cette époque, aux droits de propriété que l'Eglise a sur ses biens ; cet article n'a dû être introduit dans la loi de 1877 que par inadvertance et en suite de l'oubli des prescriptions légales et réparatrices antérieurement votées ; aussi a-t-il été supprimé par la loi du 2 novembre 1886 qui a fixé la répartition des charges municipales. En effet, dans l'énumération des fonds municipaux de la seconde catégorie on ne voit plus figurer les fonds destinés au culte. Cette loi de 1886 statue à l'art. 1^{er} que la Commune a la charge de payer les frais du culte pour autant qu'il n'y est pas pourvu par des fondations spéciales ou d'autres dispositions législatives. Il est indiscutable que par **fondations spéciales** il faut entendre la fortune des fabriques des églises dont les revenus sont employés pour payer les frais du culte.

Il y a lieu d'observer, du reste, que, si, après que le droit de propriété a été légalement et solennellement rendu à l'Eglise, le Pouvoir législatif venait à prendre une décision violant ce droit, **une pareille décision, qui enfreindrait un engagement solennellement pris par le Gouvernement vis-à-vis du St-Siège et de l'Evêque, serait nulle et non avenue aussi, parce que contraire à la Constitution qui nous régit.**

En effet, toutes les Constitutions, votées depuis 1848, déclarent d'une part que la religion catholique est la religion de l'Etat (art. 2) ; les Constitutions de 1848 et 1852 ajoutent même que la loi assure son appui à la religion catholique (art. 2), d'autre part, elles statuent que « la propriété est inviolable » (art. 11 en 1848 et 1852 ; art. 6 en 1875 et 1907). Il est donc indéniable que l'Eglise ayant recouvré légalement, en 1859, le droit de propriété sur les biens qui lui ont été rendus ou qu'elle pourrait posséder par ailleurs, l'inviolabilité de cette propriété est garantie par la Constitution et que toute violation de cette propriété par le Pouvoir législatif est frappée de nullité parce qu'inconstitutionnelle. Nous ne voulons pas relever ce qu'il y aurait d'anormal dans le fait qu'un pouvoir législatif attaquerait et violerait le droit de propriété d'une Religion à laquelle la Constitution non seulement garantit ce droit, comme elle le fait pour toute autre personne, mais promet, en outre, son appui spécial...

Résumons en quelques lignes les réflexions que nous avons émises jusqu'ici :

Celui qui, malgré tout, persisterait à contester à l'Eglise le droit de propriété sur les bénéfices pastoraux et les fonds destinés au culte de nos églises paroissiales et qui s'obstinerait à attribuer ce droit aux communes, celui-là se mettrait en opposition formelle avec les principes et la doctrine de l'Eglise catholique ; il violerait ouvertement la convention du 12 mai 1859 passée entre l'Eglise et l'Etat, ainsi que le décret du 24 mai 1859 qui, tous les deux, réintègrent l'Eglise dans la propriété de ses biens ; il foulerait aux pieds la parole du Conseil d'Etat dé-

clarant solennellement au Souverain Pontife et à l'Evêque de Sion que l'Eglise possédait de nouveau son droit de propriété sur tous ses biens non aliénés par l'Etat, et enfin, il se mettrait en contradiction avec la pratique de l'Etat dans l'application de la loi sur l'impôt, en vertu de laquelle on fait payer aux curés l'impôt comme étant, non pas seulement les usufruitiers, mais les représentants des bénéfices : mais nier la valeur des conventions passées et des décisions prises par le Pouvoir législatif, ainsi que celle des engagements contractés par le Pouvoir exécutif, c'est la suppression de toute loi, de toute prescription, de toute parole solennellement donnée par l'Autorité civile du Canton : c'est la suppression de tout droit, de toute autorité, de toute vie sociale.

15. Arrangement final entre l'Eglise et l'Etat au sujet des décrets de 1848.

Le décret du 24 mai 1859, avait réintégré l'Eglise dans la possession de ses biens ; mais toutes les difficultés n'étaient pas aplanies. Il restait encore à liquider quelques questions matérielles et à éliminer ou à modifier des lois incompatibles avec la liberté et les droits de l'Eglise. Les tractations engagées à ce sujet traînèrent en longueur et l'arrangement final n'intervint qu'en 1879.

Le 2 mai 1879 une **convention** ayant été passée à ce sujet entre le Clergé et le Conseil d'Etat, celui-ci, par son message du 7 mai 1879, en donna connaissance au Grand Conseil et lui demanda de la ratifier. Selon ce message la somme réalisée par l'Etat

par la vente des biens ecclésiastiques s'élevait à 1,491.056 frs et, augmentée des intérêts, constituait, en 1879, un capital de 4,067.190 frs. Sur cette somme due, l'Autorité ecclésiastique supérieure avait accepté qu'on ne rendit au Clergé que 55.000 frs. D'après le message les représentants du Clergé avaient, en effet, admis cette énorme réduction de la dette de l'Etat, mais ils ne l'avaient admise qu'en insistant d'autant plus vivement pour que, en retour, les droits de l'Eglise fussent reconnus.

La ratification de cet accord du 2 mai 1879 ayant rencontré de l'opposition au Grand Conseil, l'Evêque de Sion, par lettre du 4 octobre, fit de nouvelles concessions et, le 7 novembre 1879, les représentants des deux Pouvoirs signèrent une nouvelle **convention**. C'est ce pacte que je vais d'abord reproduire, me réservant d'examiner ensuite le droit que l'Eglise a d'acquérir, d'administrer et d'aliéner les biens ecclésiastiques.

CONVENTION

entre l'Etat du Valais, représenté par le Pouvoir exécutif d'une part, et le Vén. Clergé de ce Canton, représenté par le Chef du diocèse, S. G. Mgr Jardnier, Evêque de Sion, d'autre part.

Les hautes parties contractantes ;
Désirant procurer l'exécution complète de la convention passée entre l'Etat et le Clergé, sous date du 12 mai 1859, et régler d'une manière définitive les rapports existants entre l'Etat et l'Eglise, par suite des événements de 1847 et 1848 ;

Vu les tractations pendantes à ce sujet depuis nombre d'années ;

Vu la missive de S. G. Monseigneur l'Evêque de Sion, en date du 4 octobre 1879, proposant certaines modifications au projet de convention du 2 mai 1879, ont convenu de ce qui suit :

Art 1^{er}. — L'Etat du Valais s'engage à payer au Vén. Clergé diocésain, dans le terme de cinq ans, la somme de cinquante-cinq mille francs, productive d'intérêt légal à partir du 1^{er} janvier 1880.

Cette somme sera versée en espèces et en cinq annuités, entre les mains du Chef du diocèse qui se réserve de l'appliquer à des œuvres d'utilité publique, telles que la restauration et l'entretien de l'antique Eglise de Valère, l'achèvement du Grand Séminaire diocésain, etc.

Art. 2. — Moyennant le payement de la somme mentionnée à l'article précédent, la question matérielle qui a fait l'objet de la convention du 12 mai 1859, est déclarée définitivement réglée, de sorte qu'il est mis fin à toute réclamation qui pourrait encore être faite à l'Etat et aux particuliers acquéreurs ou détenteurs des biens ecclésiastiques incamérés.

Art. 3. — En vue de régler les autres rapports entre l'Etat et l'Eglise et pour tenir compte du désir itérativement exprimé par l'Autorité épiscopale du diocèse, le Conseil d'Etat, d'ailleurs guidé par ses propres convictions religieuses, soumettra au Grand Conseil, dans sa prochaine session, des projets de loi proposant :

1) la suppression ou la modification de quelques articles du Code civil qui établissent des restrictions à la capacité civile du Clergé régulier.

2) la révision des paragraphes 16 et 25 de l'art. 4 de la loi du 2 juin 1851, sur le régime communal, afin d'assurer à l'autorité ecclésiastique sa légitime part aux droits de surveillance en matière d'administration des biens destinés au culte ou à des œuvres pies.

Art. 4. — Le Conseil d'Etat se réserve la ratification du Grand Conseil en ce qui concerne les dispositions contenues à l'art 1 de la présente Convention.

Ainsi convenu et arrêté, signé et expédié en deux doubles conformes, à Sion, le 7 novembre 1879.

Pour le Vén. Clergé du diocèse de Sion :

(Sign.) ADRIEN, Evêque de Sion.

Au nom du Conseil d'Etat :

son Président : *(Sign.)* Alph. WALTHER.

Au nom du Conseil d'Etat :

Le Secrétaire d'Etat : Em. BARBERINI.

(AES T. 223, N. 371).

16. Acquisition des biens de l'Eglise.

La Constitution valaisanne déclare que la religion catholique est la religion de l'Etat. Le pouvoir civil reconnaît donc implicitement les droits de l'Eglise, sans excepter celui qu'elle a d'acquérir les biens temporels qui lui sont nécessaires pour remplir sa mission. Refuser à l'Eglise ou lui restreindre la faculté d'acquérir des biens temporels, c'est léser ses droits et l'empêcher de poursuivre et d'atteindre son but ; car pour entretenir le Clergé, pour construire des églises

et des chapelles, pour organiser le culte et fonder des œuvres de charité, l'Eglise a évidemment besoin de ressources d'ordre matériel.

D'après le **Droit canon** chaque personne morale appartenant à l'Eglise peut acquérir des biens temporels par tous les moyens justes de droit naturel et de droit positif, en usage chez les hommes dans le pays où elle est établie (Canon 1499). Quiconque peut, en vertu du droit naturel et ecclésiastique, disposer de ses biens pour les donner aux œuvres pies, soit par donation entre vifs, soit par testament (Canon 1513). Des quêtes peuvent aussi être organisées par les Curés pour les besoins de leurs paroisses et par l'Evêque pour les œuvres du diocèse.

Jusqu'aux événements de 1847, l'Eglise ne subissait aucune entrave dans le Canton du Valais en ce qui concerne l'acquisition des biens temporels. L'atteinte qui, à cette époque, avait été portée au droit de l'Eglise d'acquérir et de posséder librement des biens ecclésiastiques fut bientôt atténuée et finit par être complètement supprimée.

Examinons les prescriptions du Code civil qui limitent les droits que les religieux, les paroisses et les œuvres pies ont d'acquérir des biens temporels.

Le Code civil du Valais du 1er décembre 1853 limite la liberté des religieux d'acquérir des biens temporels. L'art. 393 enlève aux ordres monastiques, après l'émission des vœux même temporaires, le droit de disposer ou de recevoir par testament. Les religieux qui rentrent dans le monde après l'émission des vœux temporaires ou perpétuels recouvrent, pour l'avenir, la capacité de recevoir par testament et de disposer des biens acquis postérieurement à leur rentrée dans

le monde. Si les religieux rentrent dans le monde **dans les dix ans** à partir de l'émission des premiers vœux, ils ne seront pas seulement censés rétablis dans le droit de disposer et de recevoir, mais ils pourront en outre demander l'exécution des dispositions testamentaires antérieures faites à leur profit, et les fruits d'une année seulement. (art. 594). Si les religieux rentrent dans le monde **plus de dix ans** après avoir émis leurs vœux, les personnes qui auront été mises en possession de leurs biens devront leur fournir les aliments, mais seulement jusqu'à concurrence du revenu de ces biens (art. 807).

Ces dispositions portaient une atteinte grave aux droits de l'Eglise qui statue que les religieux avec vœux simples, même perpétuels, et à plus forte raison ceux qui n'ont fait que des vœux temporaires, ne peuvent renoncer à leurs biens de leur vivant. Ils doivent, avant l'émission des vœux, nommer un administrateur et disposer librement de leurs biens par testament.

Ces articles du Code civil valaisan portant atteinte aux droits des religieux de disposer librement de leurs biens temporels, ont été révoqués par une loi du 24 mai 1880. (RLV. XIII. p. 18).

Le Code civil du Valais de 1853 dit à l'art. 658 : « Les libéralités que le testateur aura faites en général **en faveur de son âme** ou au profit des pauvres... seront mises à la disposition du conseil municipal qui devra les verser dans la caisse des pauvres ou les appliquer à l'instruction publique ». Cette atteinte à la dernière volonté des mourants a été réparée par la loi du 24 mai 1880 qui a modifié ce passage de la manière suivante : « Les donations faites par le testa-

teur d'une manière générale en faveur de son âme, sans en préciser autrement la destination, seront remises à l'autorité ecclésiastique, qui en déterminera l'application ». (RLV. XIII. p. 19).

Le Code civil valaisan de 1853, art. 595 ordonnait : « Les corporations religieuses ne peuvent acquérir par testament ».

Cet article contient un empiètement sur les droits des couvents.

Monseigneur de Preux prit la défense des droits des communautés religieuses dans une lettre qu'il adressa, le 13 mai 1860, au Conseil d'Etat et dans laquelle il s'exprime comme suit : « Ce n'est certes pas le moment, Monsieur le Président, de venir déclarer les corporations religieuses inhabiles à recevoir par testament. Vous savez toutes les pertes qu'elles ont éprouvées et tous les sacrifices qu'elles ont dû faire dans nos derniers événements ; vous savez avec quel généreux patriotisme, elles se sont dernièrement encore résignées à des concessions réclamées pour le bien du pays. Si par des donations testamentaires, elles peuvent être rémunérées, pourquoi viendrait-on s'y opposer ? »

« Au reste, si on ne reconnaît en Valais **aucun privilège**, si tous les citoyens sont **égaux devant la loi** ; si le droit de **libre établissement** est garanti à tous les **citoyens** du canton, ne serait-ce pas une contradiction que de venir faire une **exception** pour des établissements, de gêner leur existence, de restreindre pour eux et pour le citoyen la liberté d'être généreux. Les Hauts Pouvoirs de l'Etat reconnaissent à l'Eglise et aux corporations religieuses le droit de posséder et d'avoir des propriétés ; ce droit ils l'ont proclamé

en restituant les biens immeubles non encore vendus ; pourquoi viendrait-on par une exception odieuse déclarer qu'ils ne peuvent acquérir ni recevoir des propriétés ? Pourquoi, si toutes les autres sociétés civiles peuvent hériter, recevoir des donations, n'accorderait-on pas ce même droit aux sociétés religieuses ? Celles-ci sont-elles d'une moindre utilité ou sont-elles inférieures en dignité à celles-là ?

« Vous conviendrez, Monsieur le Président, que l'Eglise catholique étant reconnue par la nation la religion de l'Etat, qu'étant la personne morale la plus digne de notre vénération et de notre affection, nous ne pouvons pas convenablement la laisser sous les poids des exceptions stipulées dans l'art 395 et 929 du Code » (AES, T. 223.N. 272).

Malgré cette protestation de l'Evêque de Sion en faveur des couvents, le Pouvoir législatif attendit encore vingt ans pour leur rendre justice — mais partiellement seulement — par la loi du 24 mai 1880. Celle-ci mettait la capacité des couvents de recevoir par testament sur le même pied que celle des autres personnes morales de l'Eglise : ils ne pouvaient recevoir par testament que des sommes en argent inférieures à mille francs ; pour l'acceptation des donations pécuniaires supérieures à mille francs ou pour celle des immeubles légués par testament, l'autorisation du Grand Conseil était requise.

L'art. 595 du Code civil valaisan limitait aussi la capacité des bénéfices des confréries et des œuvres pies à recevoir par testament. Il statuait : Les autres personnes morales, telles que les hôpitaux, les cures, les confréries religieuses, les établissements d'utilité publique peuvent recevoir par testament ;

mais si les dispositions testamentaires ont pour objet des **immeubles**, elles ne pourront recevoir leur exécution qu'autant qu'elles seront approuvées par un décret du Grand Conseil ».

Les bénéfices et les autres œuvres pies pouvaient donc recevoir par testament des donations en argent sans limitation ; seuls les immeubles donnés par testament étaient soumis à l'approbation du Grand Conseil. Comme nous l'avons vu plus haut, l'Evêque de Sion avait, dans la convention passée avec l'Etat, diminué autant que possible les revendications matérielles en insistant par contre davantage sur le droit que l'Eglise a d'acquérir des biens temporels. C'est pour cette raison qu'il demanda la suppression ou la modification de quelques articles du Code civil. C'était donc l'article 595 du Code civil valaisan qui était visé. Par la loi du 24 mai 1880 le Grand Conseil modifia l'article 595 ci-dessus mentionné de la manière suivante :

(595) « Les personnes morales, telles que les hôpitaux, les cures, les corporations et les confréries religieuses, les établissements d'utilité publique ne peuvent recevoir par testament sans autorisation du Grand Conseil ».

« Toutefois cette autorisation n'est pas requise, si les dispositions testamentaires ont pour objet des valeurs mobilières n'atteignant pas mille francs ». (RLV, XIII. p. 18).

En comparant la rédaction de ces deux articles, on se demande en quoi peut bien consister la concession faite à l'Eglise par la rédaction de 1880. Les deux rédactions soumettent les donations d'immeubles faites par testament à l'approbation du Grand

Conseil. Quant aux donations en argent, le Code civil de 1853 ne les limitait pas ; tandis que la rédaction de 1880 n'autorise pas l'Eglise à accepter les donations en argent qui sont supérieures à mille francs. Au lieu d'acquiescer aux justes revendications de l'autorité diocésaine et de supprimer ou de modifier en faveur de l'Eglise les articles du Code civil qui violaient sa liberté, on portait, par cette seconde rédaction, une atteinte encore plus grave au droit de l'Eglise d'acquérir librement des biens temporels en faveur des œuvres pies.

La loi d'application du Code civil suisse du 15 mai 1912 ne contient plus ces articles, qui limitaient la capacité de l'Eglise à accepter par testament.

La loi du 3 décembre 1898 sur l'Assistance statuait à l'art. 35 : « Il est défendu de faire dans le canton des **collectes** ou des loteries dans un intérêt privé et même en faveur des œuvres de bienfaisance ou d'utilité publique, sans l'autorisation du Conseil d'Etat » (RLV. XVIII. p. 286). Par cet article on enlevait à l'autorité ecclésiastique le droit d'ordonner des quêtes à domicile et même à l'église, droit qui lui revient pourtant d'après le Droit canon. Cet article portait donc une atteinte très grave à la liberté de l'Eglise. Aussi la loi sur l'Assistance publique du 20 novembre 1926 a-t-elle réparé ce tort en ajoutant à l'art. 53 qui exige pour les collectes l'autorisation du Conseil d'Etat, le passage suivant : « Les collectes faites par l'autorité ecclésiastique dans un but religieux ne sont pas soumises à cette disposition ». (RLV, XXX. p. 153). Par cette décision, justice a été rendue à l'Eglise. Il est, du reste, de l'intérêt du pouvoir civil lui-même que l'Eglise

puisse prendre les moyens de se suffire à elle-même pour payer les dépenses du culte, des bénéfices et des œuvres de bienfaisance : les Communes et l'Etat sont déchargés pour autant des dépenses à faire pour augmenter les revenus des bénéfices devenus insuffisants, pour supporter les frais du culte qui ont augmenté par la dévalorisation de l'argent ainsi que pour subvenir aux besoins des asiles des vieillards et des orphelinats.

17. Droit de l'Eglise d'administrer ses biens.

Après avoir prouvé que l'Eglise a le droit d'acquiescer et de posséder librement des biens temporels, examinons maintenant ce qu'il en est de l'administration de ces biens.

Celui qui a un droit incontesté sur un bien, a aussi le droit de l'administrer et d'en disposer librement. L'administration des biens ecclésiastiques revient donc à l'Eglise. Ce droit lui a, du reste, été reconnu par le décret du 24 mai 1859 abolissant les décrets sécularisateurs de janvier 1848. En effet, le décret du 29 janvier 1848, art. 33. statuait : « Tous les biens du Clergé sont placés sous la haute surveillance de l'Etat et au besoin **régis par lui** ». En révoquant cette loi, l'Etat et les Communes ont renoncé au prétendu droit d'administrer les biens de l'Eglise ; celle-ci était réintégrée dans les droits qu'elle avait avant les événements de 1847, et elle possédait donc de nouveau le droit d'administrer ses biens temporels librement et sans immixtion du pouvoir civil. Cela résulte clairement de la lettre que le Gouvernement du Va-

lais a adressée à l'Evêque de Sion le 27 juin 1859, dans laquelle se trouve le passage suivant : « Chaque partie est replacée dans les droits et charges antérieurs aux décrets de janvier 1848 ». (AES, T. 223, N. 264). Non seulement d'après le droit ecclésiastique, mais aussi d'après la loi civile, le droit d'administrer les biens ecclésiastiques revient donc à l'Eglise et non pas à l'Etat ou aux Communes.

Mais, pour des raisons que nous verrons tout à l'heure et à la suite d'un commun accord entre l'autorité ecclésiastique et l'autorité civile, l'administration des bénéfices et des biens destinés au culte dans les paroisses a été confiée aux Communes, en 1880.

Loi du 22 mai 1880

*modifiant l'article 4 de la loi du 2 juin 1851
sur le régime communal.*

Le Grand Conseil du Canton du Valais,
sur la proposition du Conseil d'Etat,

Ordonne :

Art. 1. — L'Ordinaire du diocèse a le droit, dans l'intérêt de leur conservation, de se faire produire les comptes des établissements de bienfaisance qui ont un caractère pie par leur fondation ou leur destination.

Art. 2. — Le paragraphe 25 de l'article 4 de la loi du 2 juin 1851, sur le régime communal, est modifié comme suit :

Les attributions de la municipalité s'étendent aux objets ci-après déterminés : 25° L'administration des biens des églises ou destinés au culte.

Le Conseil communal nomme pour cette administration, une commission paroissiale, ou conseil de fa-

brique, composée de trois ou cinq membres appartenant à la religion catholique, apostolique et romaine et dont le révérend curé ou l'administrateur de la paroisse fait partie de droit.

Lorsque la paroisse est formée de plusieurs communes, ou fractions de communes, les biens des fabriques et bénéfices dont il s'agit sont régis par une commission paroissiale de cinq à neuf membres nommés par le Conseil municipal de chaque fraction de la paroisse, en proportion de la population.

La commission paroissiale nomme son président et son secrétaire.

Elle se réunit aussi souvent que les circonstances l'exigent, et dans tous les cas au moins une fois par an pour rendre compte de son administration.

L'administration que le Conseil municipal exerce par l'intermédiaire de la commission paroissiale ne peut en aucune manière entraver la jouissance libre et directe qui demeure réservée au bénéficiaire.

Les communes garantissent les avoirs dont le présent paragraphe confie l'administration au Conseil municipal, sauf recours contre les membres de la commission paroissiale, en cas de négligence ou de faute grave.

L'intervention de l'autorité ecclésiastique supérieure est admise de droit.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables à l'administration des fonds appartenant aux autres confessions.

Donné en Grand Conseil, à Sion, le 22 mai 1880.

Le Président du Grand Conseil :

Fidèle JORIS.

Les Secrétaires :

Lad. POTTIER. — P. L. IN-ALBON.

(RLV. XIII, p. 14-16).

18. Commentaires de la loi du 22 mai 1880
sur l'administration des biens paroissiaux.

On peut se demander pourquoi l'autorité ecclésiastique a consenti à faire un concordat avec l'autorité civile au sujet de l'administration des bénéfices et des biens destinés au culte. L'administration des biens paroissiaux fut d'abord exclusivement réservée aux Communes, cela en vertu de la loi du 2 juin 1851 qui leur confiait cette charge ; mais on eut vite fait de comprendre qu'il convenait de réserver dans cette administration une place de droit au curé de la paroisse. D'autre part on ne pouvait facilement enlever aux Communes l'administration des biens paroissiaux parce qu'elles sont intéressées, au premier chef, à la conservation des bénéfices ainsi que des avoirs destinés au culte. Aussi le député Barman disait-il, à la séance du Grand Conseil du 26 novembre 1879 : « Quant à l'intérêt qu'un curé doit avoir pour la conservation des biens destinés au culte, il est tout naturel. Mais la municipalité, qui doit subvenir aux frais du culte, n'en a-t-elle pas un plus grand ? » (BSGC, nov. 1879. p. 166). La raison principale de l'administration des biens paroissiaux par les Communes réside donc dans le fait que les Communes doivent payer les frais du culte.

En effet, la loi du 23 nov. 1852, art. 2 § 5. décide : « Les Communes doivent payer les frais du culte, en tant qu'il n'y est pas pourvu par des fondations spéciales ou d'autres dispositions législatives » (RLV. VIII. p. 475). Cette même loi (art. 18) statue aussi que les communes doivent fournir les bois nécessai-

res pour la construction et l'entretien des **bâtiments publics**. Dans ces bâtiments publics on comprend certainement aussi les églises. La loi du 29 novembre 1886 sur la répartition des charges communales, énumère de nouveau parmi les charges imposées aux communes (seconde catégorie), art. 1. c.), « les frais du culte, en tant qu'il n'y est pas pourvu par des fondations spéciales ou d'autres dispositions législatives » (RLV. XIV. p. 150).

Mais les communes ne sont pas seulement tenues, d'après la loi, à payer les frais du culte au sens strict du mot ; elles doivent aussi veiller à ce que les bénéfices pastoraux soient suffisants, car il ne peut venir à l'esprit de personne de nier que les contributions relatives aux bénéfices se rapportent également aux frais du culte. C'est ainsi que par lettre du 16 avril 1879, le Conseil d'Etat écrivait à l'Evêque de Sion : « Soyez aussi persuadé que le Gouvernement s'efforcera, dans la mesure du possible, de faire augmenter par les communes, les revenus paroissiaux » (AES. T. 223. N. 347). La loi statue aussi que les communes garantissent les capitaux des bénéfices et de la fabrique dont l'administration est confiée au conseil municipal.

Du fait que les communes sont tenues de payer les frais du culte, pour autant que les intérêts des fonds n'y suffisent pas, ainsi que d'augmenter les bénéfices insuffisants et à garantir les fonds destinés au culte, il résulte qu'elles ont un grand intérêt à veiller à ce que les capitaux destinés au culte ne soient pas perdus ou dilapidés, qu'ils soient administrés le mieux possible et qu'ils produisent un intérêt convenable. Il allait donc de soi que les communes eussent une lar-

ge part dans l'administration des biens paroissiaux. Cette loi, qui confie l'administration des avoirs de la paroisse à la commune, en mettant à la charge de celle-ci les frais du culte, doit donc être considérée comme un dédommagement que le Pouvoir exécutif a voulu accorder à l'Eglise en retour des grands sacrifices qu'elle avait dû faire à la suite des décrets de sécularisation. On a ainsi créé un petit privilège en faveur de la religion catholique que la Constitution proclame, du reste, la Religion de l'Etat : c'est pourquoi la loi statue que ces dispositions ne sont pas applicables à l'administration des fonds des autres confessions.

La loi du 22 mai 1880 a été précédée de longues tractations entre les deux Pouvoirs qui prirent des engagements et se firent des concessions, de sorte que l'on peut envisager cette loi comme l'expression d'un contrat bilatéral : le pouvoir civil prend à sa charge les frais du culte et le pouvoir ecclésiastique renonce au droit exclusif d'administration qui lui était acquis par son droit de propriété sur les biens le concernant. Les dispositions de cette loi ne sauraient donc être modifiées sans le consentement de chacune des deux parties contractantes.

19. Quelles sont les fonctions et les compétences du Conseil de fabrique.

Le Conseil de fabrique doit gérer les bénéfices, les capitaux destinés au culte et les autres avoirs de la paroisse.

1) Le Conseil de fabrique doit d'abord gérer les capitaux des bénéfices et en servir les intérêts aux

bénéficiaires. Les ruraux sont administrés par les bénéficiaires eux-mêmes, à moins qu'avec l'approbation de l'Autorité diocésaine un arrangement spécial ne soit intervenu dans une paroisse. Le bénéfice des curés court à partir de leur institution canonique dans la paroisse ; le bénéfice des prêtres auxiliaires, depuis le jour de leur arrivée dans la paroisse. Pendant la vacance, les revenus d'un bénéfice doivent être capitalisés en faveur du bénéfice, si l'Ordinaire n'en a pas décidé autrement (DSDS. art. 138). Un curé ne peut louer les ruraux de son bénéfice que pour le temps où il en est l'usufruitier, et le bail se trouve annulé dès le 31 décembre qui suit son départ ou son décès. Dans le cas, toutefois, où le Conseil de fabrique l'aurait soumis à l'approbation de l'Ordinaire, le bail reste en vigueur jusqu'à son échéance, malgré le départ ou le décès du titulaire. (DSDS. art. 130).

Le Conseil de fabrique n'a donc d'autre charge en ce qui concerne l'administration des ruraux que le droit et le devoir de surveillance. Dans le cas où les ruraux se détérioreraient par la négligence ou la mauvaise exploitation du bénéficiaire, celui-ci devra être averti par le Conseil de fabrique, qui, s'il n'était pas tenu compte de ses observations, en référerait à l'autorité diocésaine.

On peut aussi se demander si les communes ont le droit de gérer tous les bénéfices ? Monseigneur Jardinier ayant avisé le Conseil d'Etat que la **Maison du St-Bernard** demandait si la loi du 22 mai 1880 ne portait pas atteinte à son droit d'administrer les bénéfices qui lui appartiennent, le Conseil d'Etat répondit, le 12 mars 1881, que la loi précitée ne saurait, à son avis, modifier en aucune manière la situation

de la Maison du St-Bernard, relativement à ses bénéfices, ni porter atteinte à ses droits acquis. (AES. T. 223. N. 347).

2) Le Conseil de fabrique doit aussi gérer les capitaux appartenant à la fabrique de l'église paroissiale et il a le droit d'appliquer des revenus de ces fonds en faveur de l'église et du culte. Lorsqu'il est constaté, à la fin de l'année, que les revenus ne suffisent pas pour faire face à tous les frais du culte, la commune doit combler le déficit.

Pour ce qui concerne les capitaux confiés à son administration, le Conseil de fabrique décide la manière de gérer ces fonds ; il désigne un ou deux de ses membres pour faire les placements en leur indiquant les banques dans lesquelles ces placements doivent avoir lieu et en leur fixant les conditions des prêts aux particuliers. Dans le cas où un membre du Conseil de fabrique ferait des placements de son propre chef, sans délégation du Conseil de fabrique ou sans se faire désigner les banques ou les conditions de placement chez les particuliers, il s'exposerait en cas de pertes à devoir rembourser, à la demande de la commune, les capitaux qu'il aurait mal placés de son propre chef.

Le Conseil de fabrique doit aussi procéder une fois par an, à une inspection de l'église, des chapelles, de la cure et de tous les bâtiments qui sont confiés à ses soins, afin de faire faire à temps les petites réparations qui s'imposent et qui épargnent les grands frais occasionnés par des réparations considérables.

3) Le Conseil de fabrique gère aussi les fonds des anniversaires et des Messes fondées. Par décision de

l'Evêque de Sion, les intérêts de ces capitaux sont appliqués de la manière suivante : après avoir donné une petite rétribution au sacristain et à l'organiste, quand ils participent à la célébration des anniversaires, les deux tiers des intérêts sont remis au Curé, et l'autre tiers est versé à la fabrique pour les frais du culte. (DSDS ; art. 39).

Le Conseil de fabrique n'a pas le droit de toucher aux capitaux des bénéfices, de la fabrique et des chapelles. Si on construit une nouvelle église ou une nouvelle chapelle, ou si on y fait une réparation importante, on peut, avec l'autorisation de l'Evêque du diocèse, affecter une partie des capitaux de l'église ou des chapelles au paiement des frais. Mais jamais on n'a le droit de toucher aux capitaux des anniversaires ou des messes fondées. Le Conseil de fabrique doit sauvegarder les droits des bénéfices et de l'église, mais il n'a pas le droit d'engager un procès sans l'autorisation de l'Ordinaire. S'il faisait un procès sans cette autorisation préalable, les frais qui en résulteraient resteraient à sa charge.

Le Conseil de fabrique doit tenir, d'après les ordonnances de l'Evêque du diocèse, un livre des protocoles, dans lequel chaque année une séance au moins devra être soigneusement relatée.

Les communes devant reconstituer les capitaux qui se perdent, il est juste que le Préfet vérifie aussi les créances des bénéfices et de la fabrique, afin d'épargner aux communes des pertes éventuelles.

Le Conseil de fabrique doit donc administrer les bénéfices et les biens destinés au culte ; mais il ne doit pas s'immiscer dans les questions suivantes qui

sont exclusivement du ressort du Curé de la paroisse :

1. l'exercice du culte dans l'église ;
2. l'heure des offices, la manière de sonner les cloches et l'ordre à établir à l'église ;
3. le droit de désigner la place dans l'église aux enfants de chœur, aux chantres et aux fidèles ;
4. les quêtes à faire à l'église et l'ornementation des autels ;
- 5. la nomination et le renvoi du sacristain, des chantres, de l'organiste, des enfants de chœur et autres serviteurs de l'église. Toutes ces questions dépendent du Curé et relèvent de sa seule autorité. (Canons 1184 et 1185).

20. Aliénation des biens paroissiaux.

Il y a lieu de se demander à qui revient le droit d'autoriser la vente des immeubles appartenant aux bénéfices pastoraux et à la fabrique des églises paroissiales. La réponse est facile : celui qui est propriétaire d'un immeuble a aussi, et seul, le droit de le vendre. Or, nous l'avons vu, soit en vertu du Droit canon, soit en vertu des lois civiles qui ont, en Valais, rétabli l'Eglise dans ses droits de propriété dont on l'avait spoliée en 1848, les Communes ne sont plus propriétaires des biens dont il s'agit et, par conséquent, ne sont pas compétentes pour en autoriser la vente. Cette autorisation revient aux personnes morales auxquelles appartient le droit de propriété de ces biens ecclésiastiques, c'est-à-dire au bénéfice-

Cure, au Vicariat, à la fabrique des églises, aux chapelles, confréries, etc. Toutefois comme l'autorité suprême sur tous ces biens revient au St-Siège, les représentants de ces personnes morales dans les paroisses ne sauraient vendre les biens ecclésiastiques de leur propre chef : ils doivent, pour le faire, se munir de l'autorisation du Chef du diocèse et, quand l'immeuble est d'une valeur très considérable, de celle du St-Siège.

Quand le Conseil de fabrique estime que l'intérêt de la paroisse ou d'un bénéfice exige la vente d'une propriété, il doit avant tout adresser une demande à l'Evêque du diocèse. D'après les Décrets synodaux de 1926 du diocèse de Sion, cette demande doit contenir les indications suivantes :

- 1) la surface de l'immeuble qu'on désire vendre ;
- 2) le prix cadastral ;
- 3) le prix de la location ou du montant du revenu annuel que le bénéficiaire en retire ;
- 4) la taxe de l'immeuble, faite par deux experts et donnée par écrit ;
- 5) le prix offert pour l'immeuble et
- 6) les raisons qui militent en faveur de la vente.

L'autorisation de la vente est subordonnée à l'assentiment de personnes qui varient suivant l'importance de la propriété.

1) Si l'immeuble à vendre ne dépasse pas la valeur de mille francs, il faut le consentement de la personne morale, à qui l'immeuble appartient, le préavis du Conseil d'administration du diocèse et le consentement de l'Evêque diocésain.

2) Si la propriété à vendre a une valeur de plus de mille francs, mais de moins de 30.000 francs, trois consentements sont requis pour la validité de la vente : ceux de la personne morale, à qui l'immeuble appartient, du Vén. Chapitre et de l'Evêque du diocèse.

3) Si l'immeuble à vendre a une valeur de plus de 30.00 francs, il faut outre les trois consentements mentionnés ci-dessus, celui du St-Siège pour accorder l'autorisation de vendre. (Canon 1532).

Les chiffres de 1000 et de 30.000 francs indiqués ci-dessus, se rapportent à la taxe des experts et non au prix réalisé par la vente.

A moins d'une permission spéciale accordée par l'Ordinaire du diocèse, la vente doit se faire aux enchères publiques et au plus offrant (Canon 1531).

Après la vente, le Conseil de fabrique est tenu de faire connaître à l'Evêché le prix de la vente.

*

Nous avons vu que l'Eglise catholique est, par son institution divine, une société parfaite et indépendante. De même que toutes les autres sociétés, qui poursuivent un but déterminé, prononcent dans leurs statuts l'exclusion de leurs membres qui agissent contre le but ou contre les intérêts de la société, ainsi l'Eglise catholique prononce par l'**excommunication** l'exclusion de ceux de ses membres qui s'insurgent contre ses droits et s'efforcent de l'empêcher de parvenir à son but.

L'Eglise a le droit de posséder des biens temporels qui lui sont nécessaires pour remplir sa mission. Ceux

qui veulent les lui ravir sont donc ses ennemis ; ils agissent contre ses droits : c'est pourquoi l'Eglise prononce contre eux l'excommunication.

D'après la doctrine de l'Eglise, tous ceux qui édictent et votent des lois, des décrets, des mandements contre la liberté et les droits de l'Eglise sont, par le fait même, excommuniés (Canon 2334). Sont aussi excommuniées toutes les personnes, privées ou revêtues de l'autorité publique, qui auront confisqué à leur profit personnel des meubles ou immeubles appartenant à l'Eglise ou qui auront empêché le libre usufruit de ces biens. Ces personnes restent sous le coup de l'excommunication jusqu'au moment où elles auront réparé le tort causé à l'Eglise et obtenu l'absolution du St-Siège. (Canon 2346). En vertu de ces censures, nous constatons qu'il y eut en Valais de nombreuses personnes qui encoururent l'excommunication lors des événements de 1848. Ce n'est qu'après qu'eurent été rendus à l'Eglise les biens non aliénés par l'Etat et après avoir passé les conventions de 1859 et de 1879 avec l'Etat, que l'Evêque de Sion demanda et obtint pour les délinquants l'absolution de l'excommunication (AES. T. 223. N. 389). Cette absolution n'a donc été accordée par le Pape que sur les bases des conventions qui ont réintégré l'Eglise dans le droit de propriété sur les biens ecclésiastiques.

Il est certainement dans l'intérêt de l'Eglise et de l'Etat que les deux Pouvoirs se soient réconciliés, qu'ils se soutiennent et s'entraident. En effet, l'Etat ne saurait entretenir l'ordre public, faire respecter la propriété et assurer la prospérité dans le pays, sans que l'Eglise en ressente, elle aussi, les heureux effets. Une certaine aisance dans le peuple est très salubre

pour la religion, surtout de nos jours où l'on voit si souvent les personnes qui se traînent dans la gêne ou la misère, s'aigrir et tomber facilement dans les pièges que leur tendent ceux qui propagent le mépris des commandements de Dieu, la lutte des classes et la révolution. D'un autre côté, l'Eglise exerce une activité bienfaisante pour l'Etat. Elle enseigne que toute autorité, y compris l'autorité civile, vient de Dieu ; elle rappelle aux fidèles qu'ils ont à obéir aux Pouvoirs civils et à les respecter. L'Eglise ordonne aux parents de bien élever leurs enfants et d'en faire, non seulement de bons catholiques, mais aussi de bons citoyens ; elle leur impose l'obligation de les entretenir et de les habituer, dès leur jeunesse, à travailler et à gagner honorablement leur pain. Par contre, l'Eglise condamne l'oisiveté comme la source de tous les vices et déclare avec saint Paul que ceux qui ne **veulent** pas travailler n'ont pas droit à la nourriture (II. Thes. 3, 8).

Tous les efforts de l'Etat tendent surtout à rendre heureux ici-bas le peuple valaisan, auquel l'Eglise veut avant tout assurer l'éternelle félicité : les deux actions se complètent et il importe qu'elles s'accomplissent dans la plus parfaite harmonie. Voilà pourquoi les Pouvoirs religieux et civil doivent marcher la main dans la main et s'accorder une entr'aide cordiale, dans le respect des droits de chacun d'eux.

SECONDE PARTIE

1. Projet d'un concordat avec le S. Siège.

La Constitution valaisanne du 23 décembre 1852 statue à l'art. 73. « La présente Constitution ne préjudicie en rien à ce qui sera arrêté par un concordat réglant les rapports entre l'Eglise et l'Etat ». Depuis l'entrée en vigueur de cette Constitution jusqu'à la Convention du 7 novembre 1879, passée entre l'autorité ecclésiastique et le Conseil d'Etat, la conclusion d'un concordat avec le St-Siège fut, à plusieurs reprises, l'occasion de tractations entre le Gouvernement et l'autorité diocésaine et de discussions au Grand Conseil. Si l'on s'en réfère à ces dernières, quatre questions auraient dû faire l'objet de ce concordat, à savoir : 1) le règlement de la situation créée par les décrets de sécularisation ; 2) le mode de nomination de l'Evêque de Sion ; 3) la réduction du nombre des fêtes chômées et 4) la suppression de l'abstinence du samedi. Les effets des décrets de sécularisation ont été régularisés par le décret du 24 mai 1859 et la Convention du 7 novembre 1879 ; il ne restait donc à mettre au point que les trois autres questions que nous nous proposons d'examiner rapidement.

Après avoir traité des objets qui se rapportent plus particulièrement au concordat dont il s'agit, je me permettrai de dire un mot de quelques autres questions qui intéressent le clergé et les fidèles, telles que celles qui concernent les droits civiques du prêtre, la vente des objets artistiques et antiques appartenant à l'Eglise, les bourses de Milan, la législation ecclésiastique et civile sur le mariage, les écoles, la sanctification du dimanche, l'entretien de l'église de St-Pierre des Clages et les contrats relatifs à Valère et à Géronde.

2. Nomination de l'Evêque de Sion.

La question de la nomination de l'Evêque de Sion était excessivement épineuse et fit retarder de 1859 à 1880 l'arrangement final entre l'Eglise et l'Etat. Le Pouvoir civil voulait absolument faire reconnaître par le St-Siège le droit que revendiquait le Grand Conseil de nommer le Chef du diocèse sur une présentation de 4 candidats faite par le Vén. Chapitre de la Cathédrale de Sion. L'Autorité ecclésiastique, par contre, demandait avec instance que le Grand Conseil renonçât à ce prétendu droit. L'accord qui finit par intervenir entre les deux parties à l'endroit des questions matérielles laissa sans solution la question de la nomination de l'Evêque.

En nous référant à la discussion qui, le 2 février 1919, eut lieu au Grand Conseil sur la nomination de l'Evêque de Sion (BSGC. Session prorogée de novembre 1918, tenue en février 1919, p. 149-163), nous exa-

minerons d'abord la question historique et ensuite les raisons sur lesquelles l'Assemblée législative basait son prétendu droit.

Question historique. A partir de l'avènement de l'Evêque Guillaume de Rarogne en 1437, les patriotes se sont efforcés de s'assurer une part prépondérante dans la nomination du Chef du diocèse. En commençant avec Adrien II de Riedmatten en 1603, le Pouvoir civil a, pendant trois siècles, nommé l'Evêque de Sion, sur une présentation de 4 candidats, faite par le Vén. Chapitre de la Cathédrale de Sion. La manière de procéder à cette nomination fut réglée en 1807 par un décret de la Diète et cette ordonnance semble avoir été mise en pratique pendant un siècle.

Voici la teneur du décret :

Décret

*du 22 mai 1807, qui fixe le mode suivant lequel il doit
être procédé à la nomination du
Révérendissime Evêque du diocèse de Sion.*

La Diète de la République,

Sur la proposition préalable et constitutionnelle du Conseil d'Etat ;

Vu la vacance du Siège épiscopal du diocèse de Sion, par la mort du Révérendissime Evêque Joseph-Antoine Blatter, et qu'il est urgent de repourvoir ;

Vu la lettre, du 10 courant du Vén. Chapitre de Sion, par laquelle il annonce au Gouvernement, qu'il est prêt à procéder et à concourir avec lui à la désignation du nouvel évêque suivant les formes usitées depuis très longtemps ;

Considérant que ces démarches du Vén. Chapitre près le Gouvernement sont en rapport avec la prérogative, dont jouissent les Révérendissimes évêques dans le sein de la Diète suivant l'art. 32 de la Constitution de la République et conformes à l'art. 49, qui statue que la Diète nomme aux dignités et aux bénéfices ecclésiastiques, dont la nomination appartenait à l'ancien gouvernement ;

Considérant que les anciens usages ne peuvent être maintenus en entier à côté de la Constitution actuelle ;

ORDONNE,

Art. 1. — La Diète procédera à la nomination des Rmes Evêques du diocèse de Sion de la manière portée par le présent décret,

Art. 2. — La nomination au siège vacant se fera au jour et à l'heure qui seront convenus entre le Gouvernement et le Vén. Chapitre.

Art. 3. — Le Vén. Chapitre attendra le Gouvernement au chœur de la cathédrale, ayant pris place du côté de l'évangile.

Art. 4. — Au jour et à l'heure convenus, la Diète se rendra au chœur de la cathédrale et prendra sa place du côté de l'épître.

Art. 5. — Ensuite le Conseil d'Etat s'y rendra également en corps et prendra place au milieu du chœur.

Art. 6. — Après la prononciation des éloges funèbres à la mémoire du Rme évêque défunt, la présentation des candidats du Vén. Chapitre sera ouverte et publiée par son procureur général ou tel autre membre de son sein qu'il aura désigné.

Art. 7. — La Diète se rendra ensuite au chœur de la petite sacristie, où elle procédera, au scrutin secret, à la nomination du Rme évêque ; il ne sera nommé qu'à la majorité absolue des suffrages.

Art. 8. — La Diète transmettra par un message au Conseil d'Etat le procès-verbal de la nomination du Rme évêque.

Art. 9. — Dès que la Diète aura repris sa place, le Conseil d'Etat se rendra à son tour au chœur de la petite sacristie pour apposer le sceau de la République au procès-verbal et s'étant de nouveau rendu au grand chœur, son excellence Monsieur le Grand-Baillif annoncera, conformément à l'ancien usage, au Rme élu sa nomination.

Art. 10. — Après les cérémonies religieuses usitées, la Diète et le Conseil d'Etat se rendront, dans le même ordre, à la salle de leurs séances.

Art. 11. — Le Conseil d'Etat prendra les mesures nécessaires pour l'exécution du présent décret.

Donné en Diète, à Sion, le 22 mai 1807

Le Président de la Diète :

STOCKALPER

Pour la Diète : les Secrétaires de la Diète :

de SEPIPUS, — LANG

Le Conseil d'Etat de la République du Valais arrête que la présente loi sera signée en son nom, munie du sceau de la République, et promulguée selon sa forme et teneur.

Sion, le 24 mai 1807.

Le Grand-Baillif de la République :

AUGUSTINI

Pour le Conseil d'Etat : Le Secrétaire d'Etat :

PREUX

Après le décès de Sa Grandeur Monseigneur Jules-Maurice Abbet, Révérendissime Evêque de Sion, le Conseil d'Etat se mit en rapport avec le Vén. Chapitre pour s'entendre avec lui sur la manière de procéder à la nomination du nouvel Evêque. Le 30 août 1918, le Vén. Chapitre informa le Gouvernement de la réception d'une note, par laquelle Son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté le priaît de surseoir à la présentation de la candidature pour la nomination de l'Evêque de Sion, la question de l'élection du Chef de ce diocèse étant à l'étude à la Cour de Rome. En vue d'assurer sa part à cette élection, le Gouvernement s'adressa d'abord à Son Excellence **Mgr Maglione**, R^{mc} Délégué du Saint-Siège à Berne. Mgr Maglione expliqua au représentant du Valais qu'à la suite de l'entrée en vigueur du nouveau Droit canon, le Saint-Siège examinait pour chaque diocèse le statut qui réglait la nomination de l'Evêque, afin de vérifier s'il correspondait aux règles établies par le droit de l'Eglise. « S'il est prouvé, disait le Délégué du St-Siège, que l'Etat du Valais a le droit de coopérer à cette nomination, le St-Siège ne manquera pas de le reconnaître. Dans le cas contraire, il prononcera en s'inspirant des intérêts supérieurs de l'Eglise ». Le Représentant du St-Siège se déclara du reste prêt à transmettre à Rome les vœux et les revendications du Gouvernement valaisan. (BSGC, Session prorogée de 1918, p. 144-150).

Le Conseil d'Etat ne se contenta pas de cette démarche ; le 25 octobre 1918 il adressa directement à Sa Sainteté, le Pape Benoît XV, un mémoire pour revendiquer le droit de coopérer à la nomination de l'Evêque de Sion et, à défaut de docu-

ments formels et péremptoires, il insista surtout sur des raisons tirées du droit coutumier. La première question qui se posait objectivement en la circonstance était de savoir sur quel droit il y avait lieu de se baser pour nommer l'Evêque de Sion, le droit valaisan ou le droit canon. Monsieur Hermann Seiler, Président du Conseil d'Etat, répondit à cette question en déclarant ce qui suit en séance du Grand Conseil : « Notre Constitution ne parle pas de nomination. A son article 43, elle dit : **Le Grand Conseil nomme aux dignités ecclésiastiques dont la repourvue appartient à l'Etat.** En adoptant ce texte, n'a-t-on pas laissé subsister quelque doute sur l'existence de notre droit ? Quel est, au reste, le droit qui doit être appliqué, est-ce la **constitution** ou le **droit canon** ? L'Eglise est un organisme distinct de l'Etat, indépendant, qui a ses propres lois ». Il y a lieu d'abord d'examiner ce que le droit canon statue sur la nomination des évêques. (l. c. p. 156-157).

La nomination des évêques d'après le droit canon.

Voici, à cet endroit, les paroles pleines de bon sens que fit entendre au Grand Conseil Monsieur le député Etienne Dallèves : « Si nous remontons aux enseignements de la religion et au catéchisme, les Evêques sont les successeurs des Apôtres et doivent logiquement être désignés par le Pape, représentant sur la terre le Fondateur de l'Eglise, aussi longtemps qu'il n'a pas délégué ses pouvoirs à d'autres personnes » (l. c. p. 153). Cette manière de voir est absolument conforme au droit canon qui statue au canon 329 : « Les Evêques sont les successeurs des Apôtres et, par

institution divine, préposés aux différentes Eglises qu'ils gouvernent, investis du pouvoir ordinaire, sous l'autorité du Pontife Romain ». Dans la règle, le droit de nommer les Evêques revient donc au Saint-Siège et nul autre ne saurait le revendiquer sans pouvoir prouver qu'il bénéficie d'une exception légitimement obtenue. Quand le St-Siège accorde à une personne physique ou morale quelconque le droit de nommer un évêque, on dit qu'il a accordé un privilège.

Le **privilège ecclésiastique** est une loi spéciale, accordée par le législateur, en dehors et quelquefois contre la loi générale, soit à une personne physique soit à une personne morale, par égard et pour le bien de cette personne ou pour le mieux de l'intérêt général. On peut acquérir un privilège ecclésiastique de trois manières différentes : 1) par **concession** de l'autorité compétente ; 2) par voie de **communication** avec d'autres privilégiés ; ou 3) en vertu de la **coutume** légitimement prescrite (Canon 63, § 1). Il importe de savoir si le Grand Conseil a acquis le privilège de nommer l'Evêque de Sion par l'une ou l'autre de ces trois manières.

1) Le Souverain Pontife n'a certainement pas **concédé** au Grand Conseil le droit de nommer l'Evêque de Sion. Monsieur le député Dallèves s'exprimait ainsi à ce sujet : « Si nous nous rapportons à l'histoire nous sommes obligés d'admettre que le droit exercé par la Diète et par le Grand Conseil a un vice initial qui s'oppose à la création d'un droit : *quod nullum est, nullum producit effectum*. Le droit de la Diète se heurte à la légitimité de son acquisition ». Le Conseil d'Etat et les députés du Grand Conseil furent, du reste, unanimes à reconnaître que le Pouvoir civil

du Valais ne possédait aucun document en vertu duquel on pût revendiquer le privilège accordé par le Saint-Siège de nommer l'Evêque de Sion.

2) Le Conseil d'Etat n'a pas reçu non plus le droit de nommer l'Evêque de Sion par voie de **communication de privilèges**. Si le Saint-Siège avait accordé aux Cantons de la Confédération helvétique le privilège de nommer les Evêques de leurs diocèses, le Valais aurait pu, par voie de communication de privilège, recevoir le même privilège en devenant un Etat de la Suisse. Mais le Saint-Siège n'ayant pas concédé un tel privilège à la Suisse, le Valais ne pouvait le recevoir de par le fait de son entrée, en 1815, dans la Confédération helvétique.

3) Le privilège de nommer l'Evêque de Sion peut enfin exister en vertu de **la coutume** légitimement introduite. C'est sur cet argument que le Pouvoir civil du Valais appuyait son prétendu droit. Une coutume immémoriale ou de cent ans équivaut à un privilège et fait légitimement présumer que celui-ci a été accordé par l'autorité compétente (canon 63, § 2).

En ce qui concerne la période durant laquelle l'Evêque de Sion fut nommé par le Grand Conseil, aucune difficulté ne peut surgir, car ce n'est pas durant un siècle, mais pendant trois siècles que le Chef du diocèse fut élu par la Diète d'abord et le Grand Conseil ensuite. Nous nous trouvons donc en présence d'une coutume trois fois séculaire, mais à laquelle manque la condition essentielle pour qu'elle puisse être admise et consacrée comme privilège : le **consentement du législateur, du Souverain Pontife**.

En effet, le droit canon statue que la coutume dans l'Eglise n'obtient force de loi qu'en vertu du consentement qui lui est donné par le supérieur ecclésiastique compétent (canon 25). Il est donc d'une importance capitale de savoir si le Saint-Siège a approuvé la coutume du Grand Conseil de nommer l'Evêque diocésain. Examinons d'abord comment cette coutume a été introduite en Valais et ensuite l'attitude que le Saint-Siège a prise à son égard.

Monsieur le député **Escher** a attiré l'attention du Grand Conseil sur l'origine de la participation du Pouvoir civil à la nomination de l'Evêque de Sion ; il déclara ce qui suit : « Je crois qu'il faut chercher la cause de la discussion, au sujet de la nomination de l'Evêque de Sion, dans l'histoire du Haut-Valais. En son temps les patriotes se sont arrogé un droit après l'autre pour s'attribuer finalement aussi la nomination de l'Evêque de Sion ». (l. c. p. 160). Comme chef temporel du Valais, l'Evêque avait besoin du concours des patriotes pour sauvegarder l'indépendance du pays contre ses ennemis. En retour du secours accordé à l'Evêque pour l'aider à défendre la liberté du pays, les patriotes commencèrent à réclamer leur participation au pouvoir, participation qu'ils s'efforcèrent d'élargir toujours davantage pour ne laisser finalement à l'Evêque que le titre de prince-évêque. Alors que l'Evêque était chef du pouvoir temporel et ensuite, membre de la Diète avec droit de 4 suffrages, il était compréhensible que les patriotes ne tinssent pas à avoir un Evêque originaire d'un pays étranger et souvent ennemi du Valais et dont on pouvait craindre de voir l'influence s'exercer dans la nomination de l'Evêque. Aussi, en 1807, la Diète de la Ré-

publique basait-elle le droit de nommer l'Evêque de Sion sur deux raisons, sur la prérogative que l'Evêque de Sion avait de siéger à la Diète valaisanne et sur la Constitution qui attribuait à celle-ci ce droit de nomination. Depuis que l'Evêque a perdu le pouvoir temporel et, surtout, depuis qu'il n'a plus le droit de siéger au Grand Conseil, le Pouvoir civil aurait dû logiquement renoncer aussi à prendre part à la nomination de l'Evêque. Il n'y a pas de doute que la Diète et le Grand Conseil ont nommé pendant trois siècles les Evêques de Sion sur une présentation de 4 candidats faite par le Vén. Chapitre. Mais nous l'avons dit, ce qui manque à cette coutume, pour avoir force légale, c'est le consentement du Saint-Siège.

En 1907, en discutant la Constitution valaisanne, l'orateur de la minorité au Grand Conseil a fait la déclaration suivante : « Régulièrement lorsque nous nommons un Evêque, le Saint-Siège répond qu'il ne reconnaît pas au Grand Conseil ce droit de nommer : il casse notre nomination et il nous notifie qu'il ne la reconnaît pas ; c'est vrai qu'il la confirme, il ne nous reste que l'illusion de nous croire seigneur et maître, mais il ne nous reconnaît pas ce droit qui découle cependant de notre histoire et ne nous a pas été octroyé par l'autorité ecclésiastique ». (l. c. p. 156).

Dans les Bulles de nomination des Evêques de Sion, le Pape ne faisait aucune mention de la nomination faite par le Grand Conseil ; il choisissait sans doute celui qui avait été élu par le Grand Conseil sur une quadruple présentation du Vén. Chapitre, **mais il le nommait lui-même** : le Saint-Siège se réservait donc le droit de nommer l'Evêque de Sion et ne recon-

naissait pas ce droit au Grand Conseil. Il en résulte que le droit coutumier, revendiqué par le Grand Conseil, péchait par la base : il manquait à la coutume le consentement du Saint-Siège. C'est ce que Monsieur le Président du Conseil d'Etat a reconnu lui-même quand il déclarait au Grand Conseil : « Monsieur Dallèves a déclaré que rien dans notre histoire n'établît, en faveur du Canton, la nomination de l'Evêque du diocèse. A ce propos je rappelle que sous Mgr Pierre-Joseph de Preux, le gouvernement avait cherché à élaborer un concordat avec Rome au sujet de la nomination de l'Evêque. Mais les négociations ont échoué parce que le Saint-Siège n'a pas voulu reconnaître au Grand Conseil le droit de nomination..... M. Dallèves nous a cité les dispositions du droit canon qui doivent trouver ici leur application. Or ce droit réserve au Saint-Siège la nomination des Evêques, à moins que l'on puisse établir un droit coutumier expressément reconnu par l'autorité ecclésiastique. Or nous sommes dans l'impossibilité de prouver que notre mode de faire ait jamais été reconnu par Rome » (l. c. p. 156, 157).

Le Pouvoir civil du Valais ne pouvant prouver la légalité du droit de nommer l'Evêque, qu'il avait exercé pendant trois siècles, il était facile de prévoir quelle serait la décision du Saint-Siège : celle-ci fut communiquée au Gouvernement par une note de Son Eminence le Cardinal Secrétaire d'Etat en date du 30 décembre 1918. Cette décision ne reconnaît pas à l'usage en vigueur jusqu'ici pour la nomination de l'Evêque de Sion le caractère d'un privilège ou d'une coutume légitime et réserve au Saint-Siège la libre nomination à l'Eglise vacante de

Sion. Toutefois la note du Secrétaire d'Etat déclare que « en agissant selon son droit, le Saint-Siège tiendra certainement compte, autant qu'il est possible, des principes de nationalité en s'inspirant avant tout, ainsi que l'exige sa divine mission, du bien des âmes ». La note ajoute : « Bien que le Saint-Siège ne puisse pas, pour des raisons d'ordre supérieur, adhérer à la requête exprimée par la lettre du 25 oct., il est pourtant bien entendu qu'il n'empêche pas le Conseil d'Etat de lui manifester ses désirs à ce propos et que, en plus, il aura soin, dans la mesure du possible, de choisir pour évêque de Sion, une personne qui ne soit pas *non grata* au gouvernement » (l. c. p. 150).

Et maintenant comment le Grand Conseil a-t-il accepté cette décision du Saint-Siège ? Je me contente de reproduire les paroles prononcées à ce sujet par deux représentants du peuple valaisan. M. le Député **Evêquoz** regrettait que le Grand Conseil n'eût plus à coopérer à la nomination de l'Evêque de Sion. « Mais au-dessus de ces considérations, dit-il, au-dessus des divergences de vue, il est pour nous un principe qui domine tout, c'est que le Chef de l'Eglise qui, en cette matière, est incontestablement le juge suprême, a parlé et que, si la parole qu'il a fait entendre est son dernier mot, en fils soumis de l'Eglise, à laquelle nous nous faisons gloire d'appartenir, nous ne pouvons que nous incliner respectueusement. Nous ne serions pas les mandataires fidèles de la grande majorité du peuple valaisan, si nous ne savions pas nous incliner lorsque le Saint Père a parlé » (l. c. p. 158).

Monsieur Hermann Seiler, Président du Conseil d'Etat, a fait la déclaration suivante au milieu de l'approbation de la Chambre: « Le Gouvernement est entièrement disposé à faire les démarches dans le sens indiqué par l'orateur de la droite. Il insistera pour que les autorités du pays, et surtout le Grand Conseil, puissent être consultés. Mais ces démarches nous les ferons au nom d'un peuple catholique (bravos), et si nous obtenons quelque concession de ce côté, nous l'accepterons avec reconnaissance. Si nos efforts ne devaient pas être couronnés du succès que nous désirons tous, je suis convaincu que le peuple du Valais se soumettra avec le respect qui convient au Père de la chrétienté (bravos) » l. c. p. 157).

Au nom de la majorité du Grand Conseil, M. le Député Etienne Dallèves fait la proposition suivante:

« Je propose que le Grand Conseil prenne acte de la décision du Souverain Pontife et invite le Conseil d'Etat à examiner la suite à donner à la lettre du Cardinal Gasparri, du 30 décembre dernier ».

Cette proposition a été votée à l'unanimité. (l. c. p. 152-163). Le Grand Conseil reconnaît donc au St-Siège le droit de nommer l'Evêque de Sion et le Conseil d'Etat n'a à traiter avec le St-Siège que sur la portée des paroles qui se trouvent dans la note de Son Eminence le Cardinal-Secrétaire d'Etat, note qui a la teneur suivante : « Il est bien entendu que le St-Siège n'empêche pas le Conseil d'Etat de lui manifester ses désirs à ce propos et que, en plus, il aura soin, dans la mesure du possible, de choisir comme Evêque de Sion une personne qui ne soit pas *non grata* au Gouvernement ».

Donnant suite à l'invitation qu'il avait reçue du

Grand Conseil, le Conseil d'Etat s'adressa de nouveau à Son Eminence le Cardinal Gasparri pour lui demander des éclaircissements sur la portée de sa lettre du 30 déc. 1918. Par lettre du 4 avril 1919, Son Eminence le Cardinal-Secrétaire d'Etat de Sa Sainteté répondit au Gouvernement du Valais ce qui suit :

« Sa Sainteté, voulant donner au Gouvernement du Canton du Valais qui, à travers les siècles, a su avec une noble constance garder et défendre la foi de ses aïeux, et dans la confiance qu'il saura aussi maintenir cette gloire pour l'avenir, est disposée, chaque fois qu'il faudra procéder au choix du candidat pour le siège de Sion, de s'assurer par des personnes dignes de confiance que rien, au point de vue politique, ne s'oppose à son élévation à l'épiscopat ».

« De plus, le Saint-Siège sera disposé à recevoir et à examiner avec bienveillance les vœux que le Gouvernement voudra lui soumettre chaque fois en vue de la nomination. »

« Enfin le Saint-Siège se propose de tenir compte, dans la mesure du possible, au moment de la libre nomination de l'Evêque, de la nationalité du pays en ce sens qu'on aura soin de nommer toujours un Evêque, dont la langue maternelle est une des deux langues du pays et qui connaît aussi l'autre langue nationale. » (Archives Cant., Sion, Election de l'Evêque 1918/19, N° 14).

Dans la séance du Grand Conseil du 22 mai 1919, le Conseil d'Etat donna connaissance à l'assemblée législative de cette réponse du Souverain Pontife. Après discussion le Grand Conseil vota les trois résolutions suivantes :

« I. Le Conseil d'Etat est invité d'écrire à la cour

de Rome pour la prier de repourvoir le plus tôt possible le siège vacant de Sion. »

« II. Il est invité, par la même occasion, de signaler au Saint-Siège que la dernière note de la secrétairerie d'Etat de Sa Sainteté est interprétée par le Grand Conseil dans le sens que le candidat choisi, soit de nationalité valaisanne. »

« III. Le Grand Conseil émet le vœu que, lorsque le nouvel évêque sera nommé, les négociations avec la cour de Rome soient reprises pour fixer à l'avenir de quelle manière le pouvoir civil pourra faire entendre ses vœux et ses désirs à l'occasion d'une nomination épiscopale et pour régler en même temps les diverses questions intéressant les rapports de l'Eglise et de l'Etat ». (BSGC. mai 1919 p. 171).

3. Réduction du nombre des fêtes chômées.

Le Pouvoir civil réclamait surtout un concordat avec le St-Siège pour obtenir la réduction du nombre des fêtes chômées. L'Etat attachait une si grande importance à cette question que M. le député Pignat alla jusqu'à déclarer au Grand Conseil qu'il était prêt à donner 200.000 francs pour obtenir la suppression de quelques fêtes chômées (BSGC, mai 1859, p. 45). Poussé par le Grand Conseil, le Conseil d'Etat renouvela souvent ses instances auprès de l'Evêque de Sion pour s'assurer de son appui. Dans une lettre du 2 octobre 1869, le Conseil d'Etat énumère les raisons suivantes pour motiver la suppression de quelques fêtes chômées :

1) La première raison est la pauvreté du pays. « Le

Valais, si souvent frappé par des désastres, doit lutter sans relâche par un redoublement d'activité afin de trouver dans l'augmentation du produit du travail et du sol un moyen de combattre la misère. Le Valais a dû s'imposer des sacrifices immenses pour l'œuvre de préservation entreprise, — la correction du Rhône —, qui, pendant de longues années encore, mettra fortement à contribution et le travail et les ressources de nos populations ».

« Si une vingtaine de journées par an, chômées obligatoirement comme fêtes de précepte, privent le pauvre ouvrier d'autant de journées dont il aurait besoin de consacrer le produit à l'entretien de sa famille ;

« Si le cultivateur pour se conformer au précepte, est forcé d'abandonner pendant maintes journées, les travaux de la campagne dans les moments où la culture et les récoltes réclament sa présence incessante ;

« Si ces considérations, disons-nous, sont assez puissantes pour motiver, même dans les temps ordinaires, une réduction des jours chômés, pourrait-on se refuser d'en reconnaître l'utilité, pour ne pas dire la nécessité, dans les circonstances exceptionnelles, dans les moments d'épreuve qui sont faits aujourd'hui à la population valaisanne ».

2) **La seconde raison** qui milite, d'après le Conseil d'Etat, en faveur de la suppression de quelques fêtes de précepte, c'est **la moralité du public**.

« A côté de ces considérations d'intérêt matériel, il est un motif plus élevé qui doit engager l'autorité ecclésiastique du Canton à réduire le nombre des fêtes chômées : c'est l'effet pernicieux que le chômage des

fêtes, par les abus dont il est l'occasion, exerce sur la moralité du public ».

« Il n'est pas besoin de relater ici des faits : l'histoire, l'expérience de tous les jours en fournissent malheureusement trop de preuves ; on sait que l'oisiveté et la misère sont des sources du vice » (AES. T. 223. N. 328).

— L'Evêque de Sion n'était pas compétent pour réduire le nombre des fêtes de précepte : c'est, en effet, au Saint-Siège que revient le pouvoir soit d'établir des fêtes chômées, soit de les supprimer quand les circonstances l'exigent. Voyons maintenant **combien de fêtes de précepte** ont été supprimées depuis la fin du XVIII^{me} siècle.

La première grande réduction du nombre des fêtes de précepte a eu lieu le 6 juin 1798. En annonçant cette décision au peuple, Monseigneur Joseph-Antoine Blatter rappelle que les Evêques de Sion et les Chefs de l'ancien Etat de la République du Valais ont depuis longtemps traité de la réduction du nombre des fêtes chômées. Pour motiver cette réduction Mgr Blatter écrit : « Considérant que dans les circonstances actuelles le canton du Valais a été exposé à des contributions considérables, que la perte qui en résulte pour le pays ne peut être réparée que par l'augmentation du travail, en rendant au peuple la liberté de vaquer à des ouvrages un plus grand nombre de jours » (AES. T. 209, N. 17).

Les fêtes chômées supprimées alors furent les suivantes :

1. SS. Fabien et Sébastien ; 2. S. Charles ; 3. S. Mathias ; 4. le mardi de Pâques ; 5. SS. Philippe et Jacques ; 6. l'Invention de la sainte Croix ; 7. le

mardi de Pentecôte ; 8. la fête de la Visitation ; 9. S. Jacques ; 10. S. Laurent ; 11. S. Barthélemy ; 12. S. Matthieu ; 13. S. Michel ; 14. SS. Simon et Jude ; 15. les Sept Joies de Notre-Dame ; 16. S. André ; 17. S. Barbe ; 18. S. Thomas ; 19. S. Jean l'Evangéliste ; 20. le jour des SS. Innocents. — Après la suppression de ces 20 fêtes de précepte, restaient encore 20 fêtes chômées dans le diocèse, sans compter la fête du patron principal de chaque paroisse, donc 21 en tout.

En publiant cette décision, Mgr Blatter, Rme Evêque de Sion, exhortait les fidèles à sanctifier avec d'autant plus de zèle et de ferveur les fêtes de précepte qui étaient maintenues. (AES. T. 209. N. 17). Le Chef du diocèse se trouvait dans une situation délicate et embarrassante. D'un côté il avait été invité, à plusieurs reprises, par l'autorité civile à interposer son autorité afin d'obtenir de Rome une réduction des fêtes chômées et le gouvernement provisoire, qui occupait le pouvoir public après l'invasion des Français, insistait pour que la suppression dont il s'agit eût lieu sans retard ; le 11 juin 1798 le gouvernement provisoire écrivit au « **citoyen Evêque** » pour lui demander de façon pressante de publier sans délai la suppression réclamée (AES. T. 209. N. 19). D'un autre côté, le peuple valaisan ne voulait rien savoir de cette diminution du nombre des fêtes et fit une vive opposition.

Dix ans plus tard, le Conseil d'Etat écrivit à la Diète : « Le Mandement de Mgr Blatter pour supprimer les fêtes chômées avait malheureusement paru dans les temps de trouble. Il ne fut pas regardé comme un acte libre. Cependant il n'a jamais

été révoqué et ce n'est que par des moyens indirects, d'abord par la célébration solennelle dans l'église seulement, ensuite par une invitation pressante aux fidèles et finalement par une obligation formelle d'entendre la Messe sous peine de péché, que l'on était revenu successivement, et que sans l'ordonner positivement, on était parvenu effectivement à faire de nouveau chômer les fêtes. Le Conseil d'Etat estime cependant que cette réintroduction des fêtes chômées, supprimées par le Saint-Siège, n'est pas dans l'intérêt de la religion; bien au contraire « cette multiplicité des fêtes chômées était devenue préjudiciable à la religion, parce qu'elles sont devenues plutôt des occasions d'ivrognerie et de débauche que des jours de prières » (AES. T. 209. N. 39).

L'Evêque de Sion encouragé par le Conseil d'Etat jugea donc opportun de s'adresser de nouveau au Saint Siège pour demander son intervention. Par un Bref du 14 mai 1808, le Souverain Pontife confirma la réduction des fêtes de précepte faite en 1798 et déclara que les fidèles n'étaient pas tenus sous peine de péché mortel d'assister à la messe le jour des fêtes supprimées. Mais cette fois encore le peuple eut beaucoup de peine à se soumettre à cette décision du St-Siège. A ce sujet Mgr de Preux écrivit en 1864 au Conseil d'Etat : « La suppression des fêtes en Valais est une question des plus délicates parce qu'elle court le risque de blesser au vif le sentiment religieux de la grande majorité du peuple valaisan. La suppression obtenue en 1808 est là pour le prouver. Nous nous souvenons encore des clameurs et des récriminations qui s'élevaient de toutes parts à cette occasion » (AES. T. 223. N. 292).

Par rescrit du 17 août 1870, Rome informa Monseigneur de Preux que les fêtes suivantes étaient supprimées en tant que de précepte : 1. le lundi de Pâques ; 2. le lundi de Pentecôte ; 3. S. Etienne, Protomartyr ; le Saint Siège transféra, en outre, au dimanche suivant la célébration des fêtes : 4. de S. Théodule et 5. de Ste Catherine. Cinq fêtes de précepte furent donc supprimées en 1870, de sorte qu'il ne restait plus que 16 fêtes chômées, y compris la fête patronale de chaque paroisse (AES. T. 223. N. 297).

Le 11 juillet 1911, le Pape Pie X supprima par *Motu Proprio* les fêtes 1. de la Chandeleur ; 2. et 3. de la Nativité et de l'Annonciation de la Sainte Vierge ; 4. de S. Maurice ainsi que 5. les fêtes patronales des paroisses. Les trois fêtes de la Fête-Dieu, de S. Joseph et de S. Jean-Baptiste furent renvoyées au dimanche. Le nouveau Droit canon, qui est entré en vigueur le jour de la Pentecôte 1918, a de nouveau rétabli au jour même la Fête-Dieu et la fête de S. Joseph, de manière que nous avons actuellement les fêtes chômées suivantes : 1. Noël ; 2. la Circoncision ; 3. l'Epiphanie ; 4. l'Ascension ; 5. la Fête-Dieu ; 6. l'Assomption de la Sainte Vierge ; 7. l'Immaculée Conception ; 8. S. Joseph ; 9. SS. Pierre et Paul ; et 10. la Toussaint, donc 10 en tout. C'est à peine le quart des fêtes qui étaient chômées en 1798, et, comme Mgr Blatter en exprimait le désir en 1798, on devrait au moins avoir à cœur de bien sanctifier ces quelques fêtes qui restent de précepte.

Dans la pensée de veiller à ce que ces solennités soient dignement célébrées et d'empêcher qu'elles

ne soient profanées par le travail servile, le Conseil d'Etat du Canton du Valais a, le 11 février 1919, arrêté ce qui suit :

Art. 1. Sont déclarés jours fériés et soumises aux dispositions de la loi du 30 novembre 1882, les fêtes suivantes : la Circoncision (Nouvel-An), l'Epiphanie (les Rois), S. Joseph, l'Ascension, la Fête-Dieu, SS. Pierre et Paul, l'Assomption, la Toussaint, l'Immaculée Conception et Noël.

Art. 2. Les fêtes chômées pour les **fabriques** sont les mêmes que celles énumérées ci-dessus, moins celles de l'Epiphanie et de S. Joseph.

Art. 3. Les fêtes chômées pour le **service des marchandises** sur les Chemins de Fer sont les suivantes : Circoncision, Vendredi-Saint, Ascension, Fête-Dieu, SS. Pierre et Paul, Assomption, Toussaint et Noël. (RLV. XXVI. p. 305).

4. Suppression de l'abstinence du samedi.

Comme pour la réduction du nombre des fêtes chômées, le Gouvernement du Valais insistait aussi auprès de l'Evêque de Sion sur la suppression de l'abstinence du samedi. Dans sa lettre du 19 décembre 1851, adressée à Mgr de Preux, le Conseil d'Etat réclamait la suppression de l'abstinence du samedi pour les raisons suivantes :

1) **Le changement dans la manière de se nourrir en Valais.** « Depuis le commencement de ce siècle, les populations valaisannes ont singulièrement amé-

lioré leur manière de se nourrir. Le laitage a cessé de faire la base du repas du citadin et du laboureur ; les légumes ont été, sinon abandonnés, au moins en partie remplacés par des aliments plus substantiels. Au fur et à mesure que l'élevage du bétail a pris de l'extension, la consommation des viandes s'est accrue. Il en est résulté des besoins et des changements dans les habitudes traditionnelles des familles. Aucune classe de la société n'est restée complètement étrangère à ces modifications dans l'emploi des denrées alimentaires ; aussi voyons-nous l'usage des viandes, même en temps prohibé, faire des progrès parmi les gens de la campagne. Or, ces derniers, en se nourrissant autrement que leurs devanciers obéissent moins à des besoins sensuels qu'ils ne subissent l'influence des conditions récentes de la vie matérielle ».

« A ces considérations ajoutons que les maladies incessantes dont nos champs sont affligés forcent, pour ainsi dire, les producteurs valaisans à restreindre la culture de certains légumes qui, jusqu'à présent, fournissaient abondamment à leur entretien. Leur manière de vivre s'en ressent à un haut degré. Pour ne pas s'exposer à des mécomptes fâcheux, ils s'adonnent davantage aux soins des troupeaux et naturellement demandent à ceux-ci un moyen d'alimentation que la Providence leur refuse d'un autre côté. »

2) **L'appauvrissement du pays.** « Sous le rapport de l'économie publique, il y aurait aussi avantage à accueillir notre démarche, parce que la multiplicité des jours où l'abstinence des viandes est obligatoire, occasionne une exportation plus considérable de nu-

méraire. En en réduisant, au contraire, le nombre on facilite au Canton le moyen de se suffire à lui-même et on fait cesser une cause d'appauvrissement. »

3) **Circonstances locales.** « Les circonstances locales demandent aussi à être appréciées. Votre Grandeur sait que les jours de grandes réunions dans le centre du Canton ont lieu le samedi et qu'il est difficile pour ceux que les affaires appellent au chef-lieu d'observer fidèlement le précepte, alors même qu'ils voudraient s'y conformer ».

4) **Mauvaise observation du précepte de l'abstinence le samedi.** « Nous n'apprenons rien à Monseigneur en lui disant qu'un assez grand nombre de personnes — les unes par des raisons de santé, les autres pour d'autres motifs — ne font maigre qu'un jour par semaine. Cet usage, qu'il ne dépend pas de nous de faire cesser, tend à se substituer à la règle et à devenir général. L'autorité ecclésiastique l'a fortement blâmé, sans parvenir que nous sachions, à y mettre un terme. Elle a été impuissante à lutter contre les habitudes prises, contre le mauvais vouloir des uns et les besoins réels et sérieux des autres » (AES. T. 223 N. 207).

Par rescrit daté du 17 août 1870, le Pape Pie IX a accordé au diocèse de Sion la dispense de l'abstinence du samedi pour trois ans. Depuis cette époque la dispense a été régulièrement renouvelée et finalement accordée pour toujours. En 1921 la loi du jeûne et de l'abstinence a été réglementée d'une manière uniforme pour toute la Suisse, de sorte qu'on ne pourra plus se plaindre que les jours consacrés au jeûne et à l'abstinence sont trop nombreux.

5. Droits civiques des Prêtres.

Une question très longtemps discutée fut celle relative à la capacité civique des prêtres. Voyons comment elle fut traitée dans les différentes Constitutions du Canton depuis le commencement du dix-neuvième siècle.

La Constitution de 1802 statue dans l'art. 20 que les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles avec les fonctions civiles. Ce statut qui, pendant un siècle fut maintenu dans presque toutes les constitutions, accordait donc aux prêtres le droit de vote, mais ne leur permettait pas d'occuper des charges civiles dans les communes et dans le Canton.

La Constitution de 1815 dit dans l'art. 19. : « Le Révérendissime Evêque a voix délibérative en Diète ; son vote est égal à celui d'un dizain et compte pour quatre suffrages ». Les droits civils des prêtres ne sont pas limités dans cette constitution.

La Constitution de 1839 décide pour le Clergé :

Art. 20. — Le Vén. Clergé a deux représentants au Grand Conseil, l'un pour les dizains de Sion, Sierre, Loèche, Rarogne, Viège, Brigue et Conches ; l'autre pour ceux d'Hérens, Conthey, Martigny, St-Maurice et Monthey.

Le Révérendissime Evêque de Sion représente le Clergé dans la partie du Canton dont il est originaire. Le Clergé résidant dans l'autre partie du Canton élit son représentant au Grand Conseil.

Art. 66. — Les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles, sauf ce qui est réglé à l'art. 20.

La Constitution de 1844 règle les droits civils du Clergé comme suit :

Art. 21. — Le Révérendissime Evêque de Sion est de droit membre du Grand Conseil. **L'art. 22** accorde au Vén. Clergé deux représentants au Grand Conseil, l'un pour les dizains supérieurs, l'autre pour les dizains inférieurs.

Ces deux députés et leurs suppléants sont nommés par le Clergé de la partie du Canton qu'ils doivent représenter.

La Constitution de 1848 statue à l'art. 69 : les fonctions ecclésiastiques sont incompatibles avec les fonctions civiles et l'exercice des droits politiques. Cette Constitution, qui a aboli tous les privilèges et proclamé l'égalité de tous les citoyens (art. 3), refuse aux prêtres tous les droits de citoyen, elle ne se contente pas de déclarer les fonctions ecclésiastiques incompatibles avec les fonctions civiles : elle enlève au Clergé même le droit de vote. (passiv)

La Constitution de 1875 dit à l'art. 76 : Il y a incompatibilité entre les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques.

Ces restrictions des droits civils du Clergé, établies sans le consentement de celui-ci, étaient du reste contraires à la Constitution fédérale. C'est ce que le Gouvernement a démontré dans son message du 7 mai 1879, adressé au Grand Conseil. Il y est dit : « Ces restrictions arbitraires à la capacité civile du Clergé se trouvent abrogées de fait par l'art. 49 de la Constitution fédérale actuelle, en vertu duquel l'exercice des droits civils et politiques ne peut être restreint par des prescriptions ou des conditions de nature ecclésiastique ou religieuse, quelles qu'elles

soient, comme cela ressort d'un office adressé par le Conseil fédéral au Conseil d'Etat, sous date du 2 février 1876. Mais à supposer même que les articles dont il s'agit ne fussent pas contraires au texte et à l'esprit de la charte fédérale, il ne serait pas moins du devoir des Autorités d'un pays catholique de faire disparaître de sa législation des dispositions qui constituent une immixtion regrettable dans le domaine du droit et de la discipline ecclésiastiques ».

La Constitution de 1907 reproduit la même rédaction à l'art. 90 : « Il y a incompatibilité entre les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques ».

Enfin le 11 novembre 1920, à l'occasion d'une révision partielle de la Constitution, l'article 90 de la Constitution de 1907 fut, sur le désir unanime du Clergé, supprimé et les ecclésiastiques réintégrés dans leurs droits de citoyen.

A la séance du 24 mai 1880, lors de la discussion au Grand Conseil de l'article concernant l'incompatibilité entre les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques, un député prononça les paroles suivantes : « Pourquoi ces incompatibilités entre les fonctions civiles et les fonctions ecclésiastiques ? Pourquoi ? Parce que la marée montant, vous eussiez vu, dans un avenir peu éloigné, MM. les Curés remplacer dans cette enceinte MM. les Députés » (BSGC, mai 1880, p. 128). On peut constater aujourd'hui que ce député a vu **trop en noir**, car, depuis les 10 ans où la salle du Grand Conseil leur est de nouveau ouverte, les prêtres ne l'ont pas encombrée.

6. Vente d'objets antiques ou artistiques appartenant à l'Eglise.

D'après le **Droit canon**, aucun objet ayant servi au culte ne peut être vendu sans l'autorisation de l'Evêque du diocèse. La vente ne peut avoir lieu sans l'assentiment du Vén. Chapitre, si la valeur de l'objet est supérieure à 1000 fr. ; sans le consentement du St-Siège, si la valeur dépasse 30.000 fr. (canon 1532).

Afin d'en empêcher la vente frauduleuse, il doit exister dans chaque paroisse une liste des objets précieux avec indication de la taxe des experts. Celui qui, sans l'autorisation de l'Ordinaire, vend un objet ayant servi au culte, est tenu de réparer les torts causés et la vente est nulle. L'excommunication réservée au St-Siège est encourue, par le fait même, par celui qui vend à son profit personnel un objet antique ou artistique appartenant à une église ou à une chapelle (canon 2346).

Au sujet de la vente des objets précieux par leur art ou leur antiquité, il existe aussi une **loi cantonale**, celle du 28 novembre 1906 concernant la conservation des objets d'art et des monuments historiques.

Les articles suivants intéressent surtout les autorités ecclésiastiques :

Art. 4. — Toute décision de la commission concernant le classement d'un immeuble ou objet est communiquée au propriétaire. Celui-ci peut, dans les trente jours dès cette communication, recourir au Conseil d'Etat, qui statue en dernier ressort.

Le classement des objets et monuments ayant un caractère de bien d'église ne peut se faire que d'entente avec l'autorité ecclésiastique compétente.

Art. 5. — Les effets du classement sont les suivants :

a) Tout immeuble ou objet classé ne peut plus être aliéné, restauré, réparé, transformé ou détruit sans l'autorisation du Conseil d'Etat, qui prononce après avoir entendu la commission et l'intéressé.

Cette interdiction court du jour de la notification à l'intéressé de la décision prévue à l'article précédent.

b) Tout immeuble ou objet classé doit être conservé et convenablement entretenu.

c) En cas d'aliénation d'un immeuble ou d'un objet classé, le droit d'acquérir appartient, à prix égal, à l'Etat. A défaut d'offre d'un tiers ou d'entente sur le prix, celui-ci est fixé par une commission spéciale de trois experts, nommés l'un par le Conseil d'Etat, l'un par l'intéressé et le troisième par le Président de la Cour d'Appel.

d) Le Conseil d'Etat peut ordonner la restauration des biens classés, ou telles mesures qu'il juge utiles dans l'intérêt de leur conservation. Dans ce cas, il coopère aux frais au moyen de subsides prélevés sur le crédit budgétaire.

e) Le Conseil d'Etat peut interdire purement et simplement et sans indemnité, après avoir entendu les autorités intéressées ainsi que la commission des monuments historiques, l'aliénation ou la destruction des biens classés appartenant aux communes et aux bourgeoisies ou à des corporations ayant un caractère public.

S'il s'agit de biens appartenant à d'autres sociétés ou à des particuliers, le Conseil d'Etat ne peut refuser l'autorisation d'aliéner, à moins de se rendre ac-

quéreur, pour le compte de l'Etat, au prix fixé par la commission instituée à la litt. c. ou par entente amiable.

f) L'Etat a le droit de se rendre acquéreur des biens classés qui seraient négligés ou abandonnés. A défaut d'entente sur le prix, celui-ci est fixé comme il est dit dans l'alinéa précédent.

Art. 6. — L'Etat a le droit, moyennant équitable indemnité, de pratiquer des fouilles sur les immeubles non bâtis. Il devient propriétaire pour la moitié des objets trouvés dans les fouilles et est en droit d'acquérir l'autre moitié. En cas de désaccord sur le prix, celui-ci est fixé par la commission d'expertise.

Art. 13. — Les contraventions aux dispositions de la présente loi sont punies de l'amende jusqu'à 1000 francs, à prononcer par le Conseil d'Etat, l'intéressé entendu. (RLV. XXI. p. 152-157).

7. Bourses au Séminaire archiépiscopal de Milan.

Pour assurer au diocèse de Sion un certain nombre de prêtres bien formés, pour contrebalancer l'influence des universités protestantes et afin de soutenir le Valais dans sa lutte pour la conservation de la vraie foi, le saint Cardinal Charles Borromée avait fondé à Milan le **Collège helvétique** réservé aux jeunes gens de la Suisse qui se destinaient au sacerdoce. Avant sa mort, il assura l'admission dans le Collège à deux Valaisans qui pouvaient y faire gratuitement leurs études philosophiques et théologiques et les

pousser jusqu'au doctorat. Cette nouvelle fut communiquée à Hildebrand de Riedmatten, Evêque de Sion, par Benoît Allamانيus, en date du 24 novembre 1584. Dans une lettre adressée au Souverain Pontife, Adrien II de Riedmatten fait l'éloge des prêtres qui avaient reçu leur instruction et leur formation sacerdotale au Collège helvétique de Milan et il dit sa joie de pouvoir annoncer qu'on venait de lui assurer au moins 4 nouvelles places gratuites dans cet Institut, ce qui portait à 6 le nombre des places gratuites établies au Collège helvétique en faveur du diocèse de Sion. Pendant longtemps cet établissement fut très fréquenté par les étudiants en théologie de la Suisse ; en 1794 encore 49 séminaristes de ce pays y étaient hébergés.

Lors de son invasion en Italie, Napoléon Bonaparte supprima, par décret du 8 juin 1797, le Collège helvétique de Milan et en attribua les fonds au Grand Hôpital (Grande Ospedale) de cette ville. On pouvait considérer les bourses de Milan comme définitivement perdues. Grâce à une intervention de la Diète fédérale, une convention fut cependant passée, le 22 juillet 1842, entre la Suisse et l'Empereur d'Autriche, d'après laquelle l'Autriche s'engageait à maintenir au Séminaire archiépiscopal de Milan 24 bourses, dont deux étaient réservées au Valais. L'article 2 de cette Convention statue que lorsqu'une place gratuite deviendra vacante, l'Archevêque de Milan en avisera l'Evêque de Sion qui désignera le séminariste auquel sera attribuée la jouissance de cette bourse, la présentation se faisant par le Gouvernement cantonal. Mais la situation changea lorsque la Lombardie passa de l'Empire autrichien au Royaume

de Sardaigne et ensuite au Royaume d'Italie. Il s'agissait alors de savoir si le Gouvernement autrichien continuerait à prendre à sa charge les bourses de Milan. Le 22 janvier 1860, le Gouvernement autrichien adressa à son Ambassadeur de Berne une lettre dans laquelle il déclara que l'Autriche estimait n'avoir plus à payer les 24 places gratuites au Séminaire archiépiscopal de Milan et cela pour les raisons suivantes : l'Autriche, en premier lieu, ne s'était engagée à maintenir 24 places gratuites au Séminaire archiépiscopal de Milan que dans la supposition que la Lombardie ferait partie de l'Empire autrichien. En second lieu, l'Empereur d'Autriche, en passant la Convention du 22 juin 1842 avec la Confédération suisse, ne l'avait pas fait dans la pensée qu'il y était tenu en justice, mais simplement pour donner une preuve de sa sympathie à la Suisse catholique, car le Collège helvétique ayant été supprimé en 1797 par Napoléon, avait cessé d'exister et l'on ne pouvait, en conséquence, obliger l'Empire autrichien de réparer un tort qu'il n'avait pas occasionné. (AES. T. 5 N.318). Il n'est donc pas étonnant qu'aujourd'hui aussi le Gouvernement italien invoque les mêmes arguments pour décliner l'obligation en justice de maintenir les bourses dont il s'agit.

Depuis que l'Autriche dut céder la Lombardie au royaume sarde, c'était d'abord à celui-ci et ensuite au royaume d'Italie qu'incombait la charge de payer les frais des bourses de Milan. Les deux bourses de Milan furent, du reste, souvent occupées par des Séminaristes d'autres Cantons, surtout du Canton du Tessin ; ces Séminaristes payaient au Gouvernement du Valais une petite indemnité.

Lorsque l'Evêque de Sion et le Gouvernement du Valais conclurent en 1879 l'arrangement final concernant la sécularisation des biens ecclésiastiques faite en 1848, ils durent aussi établir à qui appartiennent les deux bourses de Milan. Dans la Convention passée le 2 mai 1879 entre l'Evêque et l'Etat, se trouve le passage suivant relatif à ces bourses : « Art. 2. Sa Grandeur désignera aussi au Gouvernement les sujets appelés à occuper les deux places réservées au Valais dans le Séminaire archiépiscopal de Milan » (AES. T. 223 N. 349). Cet article était en conformité avec la lettre que le Gouvernement écrivit à l'Evêque de Sion, sous date du 16 avril 1879, et dans laquelle il est dit : « Nous avouons qu'il est convenable que l'autorité ecclésiastique ait la libre disposition des bourses de Milan » (AES. T. 223. N. 347).

Dans la lettre qu'il adressa au Gouvernement, le 4 oct. 1879, Mgr Jardinier traite les différents points de la Convention du 2 mai. Dans cette lettre Mgr l'Evêque de Sion n'attache pas une grande importance à l'art. 2 de la Convention. Il écrit : « En vertu de la Convention passée le 22 juillet 1842 entre la Confédération suisse et l'Empire d'Autriche, la repourvue aux places vacantes de Milan ne peut avoir lieu sans notre concours » (AES. T. 223. N. 356). En effet, ces bourses, par leur destination et par l'intention du fondateur, reviennent à l'Evêque de Sion, car tout ce qui a trait à la formation des prêtres est de la compétence de l'Evêque. Le Gouvernement du Valais a, du reste, toujours agi en conformité avec ce principe ; il a remis les indemnités payées par les Séminaristes des autres Cantons à l'Evêque qui les a appliquées au Séminaire diocésain.

8. Entretien de l'église de St-Pierre des Clages.

Avant la sécularisation des biens ecclésiastiques, l'Evêché de Sion possédait à St-Pierre des Clages la maison attenante à l'église antique et un certain nombre de propriétés. Mais ces biens étaient grevés d'une servitude : leur propriétaire devait entretenir le vieux sanctuaire.

Après la sécularisation des biens de l'Evêché, la maison et les propriétés de l'Evêché à St-Pierre des Clages furent vendues par l'Etat, mais sans mention, dans l'acte de vente, de la servitude se rapportant à l'entretien de l'église. Par le décret du 24 mai 1859 tous les biens ecclésiastiques non vendus furent rendus à l'Eglise. Il s'agissait alors de savoir qui avait la charge d'entretenir le sanctuaire de St-Pierre des Clages.

La Convention passée le 12 mai 1859 entre les délégués de l'Etat et du diocèse pour servir de base au décret du 24 mai de la même année, décide ce qui suit au sujet de cette église : « **Par contre l'entretien de l'église de St-Pierre des Clages ne retombera pas à la charge de l'Evêché, attendu qu'il y est pourvu par une allocation du Grand Conseil** » (AES. T. 223. N. 263). Après l'entrée en vigueur du décret du 24 mai 1859, le Conseil d'Etat écrivit à l'Evêque de Sion, sous date du 27 juin 1859 : « **Par exception au principe établi par la Convention, en vertu duquel chaque partie est replacée dans ses droits et ses charges antérieures aux décrets de 1848, l'Etat demeure seul chargé de l'entretien de l'église de St-Pierre des Clages** » (AES. T. 223. N. 264).

Cette décision de l'Etat a été mise en exécution immédiatement, car dans les bulletins des séances du Grand Conseil des années suivantes, l'Etat s'est occupé activement de cette question. Le rapport du Grand Conseil, dans la séance du 18 mai 1859, relate à ce sujet ce qui suit : « La commission témoigne le désir que le Pouvoir exécutif fasse vider les difficultés relatives à l'entretien de l'église de St-Pierre des Clages. Le Chef du Département déclare que le Conseil d'Etat s'est occupé à plusieurs reprises de cette question et que l'Etat va rester seul chargé de l'entretien de cette église, sauf la fourniture des bois, la loi mettant cette fourniture à la charge de la Commune de Chamoson » (BSGC. mai 1859, p. 10). A la séance du 31 mai 1861, le Grand Conseil s'est encore occupé de cette question. Le Bulletin relate : « La commission fait observer qu'en mai 1860, le Conseil d'Etat a été chargé de voir si la Commune de Chamoson n'est pas tenue de fournir les matériaux pour les réparations de l'église de St-Pierre des Clages ; elle demande quel a été le résultat de ces recherches. Le Président du Conseil d'Etat répond que la Commune n'est pas obligée de supporter cette charge et qu'elle n'a pas voulu l'assumer. L'entretien était attaché à un immeuble vendu sans déclaration de charge, en sorte que celle-ci reste à l'Etat » (BSGC. nov. 1861, p. 53). Il n'y a donc pas de doute que l'entretien de l'église de St-Pierre des Clages soit à la charge de l'Etat.

Il doit en être de même de la chapelle du **Rohrberg**. Les Jésuites possédaient au Rohrberg des propriétés qui étaient grevées de la charge d'entretenir la chapelle. Ces propriétés ayant été vendues par l'Etat sans

que celui-ci imposât aux acheteurs la charge d'entretenir la chapelle, l'Etat reste donc chargé de cet entretien. C'est dans ce sens que l'Ordinaire de Sion préavisa dans sa lettre adressée à l'Etat, le 24 avril 1895 (AES. T. 223. N. 439).

9. Extrait de la loi du 30 novembre 1882
concernant le repos du dimanche et des jours de fête.

Art. 1. — Le dimanche est proclamé jour de repos public. Sont assimilés au dimanche les jours de fêtes de précepte.

Art. 2. — Les travaux dont l'urgence ou la nécessité est dûment constatée, pourront être autorisés par l'autorité compétente.

Toutefois les récoltes ne pourront être soignées et rentrées pendant l'office du matin.

Art. 3. — Cette autorisation, en tant que mesure de police, est accordée par le président de la commune où doivent s'exécuter les travaux.

Art. 4. — Les administrations publiques ne pourront tenir aucune séance pendant la durée des offices paroissiaux.

Art. 5. — Sont défendues pendant toute la durée des offices paroissiaux du matin, les enchères, les ventes de toute espèce de comestibles ainsi que l'ouverture des cafés, restaurants, cabarets et des magasins locaux où l'on détaille des marchandises quelconques, les pharmacies étant seules exceptées pour la vente des médicaments.

Les jeux de billard, de boules, de quilles et la dan-

se sont également interdits, ainsi que tous les autres jeux ou exercices de nature à troubler le culte.

Il en est de même du tir et des spectacles, pour autant qu'ils troubleraient le culte.

Art. 6. — La défense contenue dans l'article précédent peut être étendue par l'autorité municipale aux offices de l'après-midi. (RLV. XIII, p. 246-248).

10. Quelques articles de la législation sur le mariage.

D'après la doctrine chrétienne, le mariage est un **sacrement** institué par Notre-Seigneur Jésus-Christ. Or, l'administration des sacrements a été confiée par le Christ à son Eglise ; c'est donc à celle-ci qu'appartient la législation concernant le mariage et c'est elle seule qui possède le droit d'établir les conditions qu'il faut nécessairement remplir pour que le mariage soit en conscience valide. C'est ce que le grand Pape Léon XIII déclare d'une manière claire et nette quand il écrit dans son Encyclique *Arcanum* : « Le Christ ayant renouvelé et relevé le mariage, en remit et confia à l'Eglise toute la discipline. Et ce pouvoir sur le mariage des chrétiens, l'Eglise l'a exercé en tous temps et en tous lieux ; elle l'a fait de façon à montrer que ce pouvoir lui appartenait en propre et qu'il ne tirait point son pouvoir d'une concession des hommes, mais qu'il lui avait été divinement accordé par la volonté de son Fondateur ».

L'Eglise proclame avec Notre-Seigneur Jésus-Christ l'unité et l'indissolubilité du mariage. A l'exception du mariage déclaré nul, ou du mariage non consommé et dissous par le Pape, le lien matrimonial

n'est donc rompu que par la mort. Pour les chrétiens, particulièrement pour les catholiques, la compétence de l'Etat ne s'étend que sur les dispositions concernant les effets civils du mariage. C'est ce que le Droit canon statue dans le canon 1016 : « Le mariage des baptisés est régi non seulement par le droit divin, mais encore par le droit canonique, sans préjudice de la compétence de l'autorité civile pour les effets purement civils ». De fait, en Suisse, l'autorité civile ne reconnaît aucun mariage qui n'aurait pas été contracté devant l'officier civil. Il faut cependant observer qu'il ne lie pas devant Dieu : pour les catholiques il n'y a que le sacrement contracté d'après la législation de l'Eglise qui compte devant Lui.

De la législation sur le mariage, nous ne voulons examiner que l'âge requis pour contracter un mariage et les empêchements du mariage, d'après la législation de l'Eglise et de l'Etat.

D'après le Droit canon l'âge requis pour contracter un mariage est de 14 ans révolus pour les femmes et de 16 ans révolus pour les hommes. Les pasteurs d'âmes sont cependant invités à encourager les jeunes gens de se conformer à ce sujet à l'usage en vigueur dans le pays (canon 1067).

Voici la législation civile à ce sujet :

« **Art. 96.** — L'homme avant 20 ans révolus, la femme avant 18 ans ne peuvent contracter mariage ».

« A titre exceptionnel et pour des raisons majeures, le Gouvernement cantonal du domicile peut néanmoins déclarer une femme de 17 ans ou un homme de 18 ans révolus capables de contracter mariage, si les parents ou le tuteur y consentent ».

« **Art. 98.** — La mineure ne peut se marier sans le consentement de ses père et mère ou de son tuteur ».

« Le consentement du père ou de la mère suffit, lorsqu'un seul d'entre eux a la puissance paternelle au moment de la publication du mariage ».
(Code civil Suisse).

D'après le **Droit canon** les **empêchements** prohibitifs sont les suivants : 1) Le vœu simple de virginité, de chasteté parfaite, de ne pas contracter mariage, de recevoir les Ordres ou d'entrer en religion. Aucun vœu simple n'invalidé le mariage à moins d'une décision du Saint-Siège pour certaines personnes (Canon 1058). 2) Dans les pays où l'adoption rend le mariage civil illicite, le mariage devant l'Eglise est aussi prohibé. (Canon 1059). 3) L'empêchement de religion mixte, qui existe quand la partie catholique veut contracter mariage avec une personne acatholique, adhérente à une secte hérétique ou schismatique (Canon 1060).

La dispense de l'empêchement de religion mixte n'est accordée qu'aux conditions suivantes ; 1) des motifs graves sont requis ; 2) la partie non catholique doit promettre d'éloigner de son conjoint tout danger de perversion, et tous les deux doivent s'engager à élever tous leurs enfants dans la religion catholique. Il faut la certitude morale que l'on tiendra cet engagement qui, en règle générale, doit être exigé par écrit (Canon 1061). 3) Il est défendu aux futurs époux de se présenter, soit avant, soit après le mariage, devant le ministre acatholique pour prononcer ou renouveler leur consentement (Canon 1063), cela sous peine d'encourir par le fait même une excommunication réservée à l'évêque et de devenir suspects d'hérésie (Canon 2319 § 1).

Le Droit canon établit les empêchements **dirimants** suivants (qui rendent le mariage non seulement illicite, mais **nul**) :

1) Le défaut d'âge, soit quand l'homme n'a pas encore 16 ans et la femme 14 ans révolus.

2) L'impuissance antécédente, perpétuelle et non douteuse. La stérilité, qu'il ne faut pas confondre avec l'impuissance, ne dirime ni empêche le mariage (Canon 1067).

3) Le lien antérieur au mariage, c'est-à-dire lorsqu'une personne a déjà contracté un mariage valide avec une autre personne encore en vie.

4) La **consanguinité** qui rend nul : a) en ligne directe tout mariage entre ascendants et descendants légitimes ou naturels ; b) en ligne collatérale, tout mariage jusqu'au troisième degré inclusivement (Canon 1076). Jamais un mariage ne saurait être permis, s'il y a un doute relativement à la parenté des futurs époux à quelque degré que ce soit en ligne directe et au premier degré en ligne collatérale : frère et sœur (Canon 1076 § 3).

5) L'**affinité** provient d'un mariage valide, soit simplement contracté, soit contracté et consommé. L'affinité dirime le mariage jusqu'au second degré inclusivement de la ligne collatérale entre l'un des époux avec les parents de l'autre.

6) L'**honnêteté publique** qui provient d'un mariage invalide, consommé ou non, ou d'un concubinage public. Il invalide le mariage qui serait contracté entre l'une des parties et les parents de l'autre, au premier et au second degré en ligne directe (Canon 1078). Il n'y a aucun empêchement en ligne collatérale.

7) La **parenté spirituelle** est un empêchement dirimant si elle est contractée dans la cérémonie du baptême, entre le baptisé d'une part, et, d'autre part, le baptisant et le parrain ou la marraine (Canon 1079).

8) La **parenté légale** provenant de l'adoption, invalide le mariage au point de vue canonique lorsque la loi civile établit l'invalidité du mariage (Canon 1080), ce qui est le cas en Suisse (art. 100, 3).

9) Le **rapt** est un empêchement dirimant tant que la femme est au pouvoir de son ravisseur. Cet empêchement cesse si la femme, remise en liberté, consent au mariage. Est assimilée au rapt la réclusion violente d'une femme même dans le lieu de sa demeure, en vue du mariage (Canon 1074).

10) L'empêchement **du crime** rend le mariage nul en trois circonstances : 1) quand il y a adultère sans qu'il y ait eu homicide commis sur le conjoint légitime, mais avec promesse ou attentat de mariage (mariage civil) ; 2) le mariage est encore nul entre personnes qui, durant un mariage précédent, ont consommé entre elles le péché d'adultère et dont l'une a commis l'homicide sur la personne de son légitime conjoint ; 3) le mariage enfin est aussi nul entre personnes qui, par un mutuel concours physique ou moral, se sont prêté aide et appui pour donner la mort à l'époux légitime, alors même que le péché d'adultère n'aurait pas eu lieu.

11) L'empêchement de **disparité de culte** existe quand l'un des futurs époux est catholique et que l'autre n'est pas baptisé. Si le baptême est douteux, on se trouve en présence d'un empêchement de religion mixte, (Canon 1070).

D'après la loi civile, les mariages civils sont prohibés :

« 1) Entre parents en ligne directe, entre frères et sœurs germains, consanguins ou utérins, entre oncle et nièce, tante et neveu, que la parenté soit légitime ou naturelle ; »

« 2) Entre alliés en ligne directe, même si le mariage dont résulte l'alliance a été annulé ou dissous par suite de décès ou de divorce ; »

« 3) Entre adoptant et adopté ; ainsi qu'entre l'un d'eux et le conjoint de l'autre » (Art. 100 du Code civil Suisse).

« **Art. 101.** — Toute personne qui veut se remarier doit établir que son mariage précédent a été dissous par le décès, le divorce ou un jugement en nullité. »

« **Art. 103.** — La veuve, l'épouse divorcée, la femme dont le mariage a été déclaré nul ne peuvent se remarier avant l'expiration de trois cents jours à partir de la dissolution ou l'annulation du précédent mariage. Ce délai prend fin en cas d'accouchement. »

« Le juge peut l'abréger, lorsqu'il n'est pas possible que la femme soit enceinte des œuvres de son mari ou lorsque les divorcés se remarient ensemble. »

« **Art. 104.** — L'époux divorcé ne peut se remarier pendant le délai qui lui a été imposé. Ce délai peut être abrégé par le juge, si des époux divorcés se remarient ensemble. » (Code civil Suisse.)

11. Extrait de la loi sur l'enseignement primaire du 1^{er} juin 1907, du Règlement pour les écoles primaires, etc.

1. Quelques articles de la loi du 1^{er} juin 1907.

Art. 16. — Avant l'ouverture des cours, la Commission scolaire dresse l'état complet des enfants astreints à fréquenter l'école et utilise, à cet effet, un registre fourni par le Département de l'Instruction publique.

Art. 17. — Avant l'ouverture des cours, la Commission remet à chaque membre du personnel enseignant la liste des enfants qui lui sont confiés.

Art. 18. — Dès son entrée à l'école primaire, chaque élève est muni d'un livret scolaire, établi par la Commission scolaire, et dans lequel sont inscrites les notes obtenues, ainsi que les amendes encourues.

Art. 19. — A l'ouverture de chaque année scolaire, la Commission scolaire transmet à l'inspecteur un double de l'état nominatif des élèves de chaque classe.

Art. 21. — Dans la règle, les permissions sont accordées par le président de la Commission scolaire.

Art. 22. — Les permissions et congés ne sont accordés que pour des motifs légitimes dûment constatés. Ces motifs sont notamment les suivants :

- a) maladie de l'élève ;
- b) maladie grave ou décès d'un membre de la famille ;
- c) difficulté très grande de fréquenter l'école pendant certains jours d'intempérie.

Art. 23. — Les congés de trois jours et plus sont accordés par l'inspecteur sur préavis du président de la Commission scolaire.

Art. 29. — Huit jours au moins avant les examens d'émancipation, la Commission scolaire de chaque commune remet à l'Inspecteur scolaire la liste de tous les élèves astreints à se présenter par devant la Commission d'émancipation.

Art. 45. — Sur préavis de la Commission scolaire, l'inspecteur provoque les mesures nécessaires à l'égard des élèves dont la présence à l'école peut nuire à l'éducation morale des autres élèves ou à l'égard de ceux qui sont atteints de maladies contagieuses.

Art. 53. — Les salles d'école doivent conserver leur destination exclusive pendant l'année scolaire ; elles ne peuvent en aucun cas servir de salle à boire ou à danser.

Art. 95. — Il y a dans chaque commune une Commission scolaire, nommée par le Conseil municipal pour la durée de 4 ans et composée de trois à sept membres.

L'Administrateur paroissial, ou son remplaçant, fait partie de la Commission. Dans les communes composées de plusieurs paroisses, le Département de l'Instruction publique désigne, s'il y a lieu, l'administrateur qui fait partie de la Commission.

Dans les localités, où plusieurs communes forment une seule paroisse, l'administrateur paroissial, ou son remplaçant, fait partie de toutes les Commissions de ces communes.

Art. 96. — La nomination de la Commission scolaire doit être soumise à l'approbation du Département de l'Instruction publique.

La Commission élit elle-même son président.

Art. 98. — La Commission scolaire ou l'un de ses membres visite, au moins une fois par mois, les écoles primaires, ainsi que les cours de répétition ; elle fait subir aux élèves un examen général à la fin de l'année scolaire.

Art. 99. — La Commission scolaire a les attributions et les obligations déterminées par la présente loi et notamment les suivantes :

1) elle surveille la conduite de l'instituteur et des élèves, ainsi que la tenue des écoles en général ;

2) elle seconde l'instituteur dans la répression des actes d'insubordination des élèves et de négligence des parents ;

3) elle accompagne l'inspecteur dans ses visites, lui fournit tous les renseignements utiles et notamment donne son appréciation sur le mérite du personnel enseignant ;

4) elle préavise sur le choix du personnel enseignant et le soumet à la nomination du Conseil municipal ;

5) elle surveille, en général, l'exécution des lois et règlements scolaires, ainsi que des ordres émanés du Chef du Département et de l'Inspecteur.

Art. 100. — Il doit exister et rester déposé dans chaque école, un registre de visite, où les membres de la Commission et l'Inspecteur mentionnent leur présence en indiquant la date où elle a lieu et certifiant cette mention par leur signature.

Art. 101. — Les difficultés entre la Commission scolaire et l'autorité communale sont tranchées par l'Inspecteur, sauf recours au Département. (RLV ; XXII ; p. 119157).

2. Quelques articles du Règlement pour les écoles primaires
du 9 novembre 1910.

Art. 10. — Après l'ouverture des cours, les élèves ne peuvent passer d'une école primaire officielle dans une école libre, ou inversement, sans l'autorisation de l'Inspecteur scolaire.

Art. 14. — Les parents qui s'opposent à ce que la religion soit enseignée à leurs enfants, doivent manifester par écrit leur volonté au président de la Commission scolaire : celui-ci avise l'Inspecteur dans les trois jours.

Art. 22. — Les commentaires sur l'enseignement religieux sont donnés par le Chef de la paroisse, si possible à la première ou à la dernière heure des cours. Si l'espace disponible le permet, plusieurs classes peuvent être réunies dans un même local. L'église peut également être utilisée pour cet enseignement pendant la bonne saison ou même en hiver si elle est chauffée, et à la condition qu'elle se trouve dans le voisinage de l'école.

Art. 41 — Les dimanches et les jours de fête chômée, les cours complémentaires sont interdits pendant les offices paroissiaux de l'avant-midi et durant les vêpres de l'après-midi. Ces cours devront être terminés une demi-heure avant les offices.

Art. 48. — Les administrations communales peuvent confier l'enseignement de la religion (aux cours complémentaires) au curé ou desservant de la paroisse, l'assentiment de celui-ci étant requis.

Art. 81. — Ne sont pas notés absents les élèves employés au service du culte, avec le consentement des parents.

Les élèves catholiques assistent à l'office divin du dimanche et des fêtes de précepte ; dans la règle et à moins d'opposition faite par leurs parents à la Commission scolaire, ils prennent part également aux offices publics et généraux tels que processions des Rogations, exercices de Mission, etc.

Art. 92. — Il est également interdit aux élèves des cours primaires d'assister aux représentations cinématographiques ou autres du même genre, à moins qu'ils ne soient accompagnés par leurs parents ou l'instituteur.

Art. 126. — L'instituteur doit :

- 1) réciter ou faire réciter la prière au commencement et à la clôture de la classe ;
- 2) surveiller les enfants pendant les offices religieux.

Art. 128. — L'instituteur peut exiger que la Commission scolaire lui donne ses ordres par écrit ; il l'exigera absolument s'il s'agit d'une défense d'enseigner le catéchisme à certains élèves, sur le désir formel des parents. (RLV. XXIII, p. 213-267).

3. Le programme des Cours complémentaires

de janvier 1924 contient ce qui suit au sujet de l'enseignement de la religion :

1. Religion (20 h.). Pour l'enseignement religieux, le maître s'en tiendra au programme fixé par l'Ordinaire du diocèse, les explications étant du ressort de M. le Curé ou de son délégué.

12. Convention

entre l'Etat du Valais et le Vén. Chapitre de la Cathédrale de Sion,
concernant l'entretien de Valère.

Le Vén. Chapitre de la Cathédrale de Sion ayant porté à la connaissance du Conseil d'Etat que la position financière dans laquelle il se trouve le met dans l'impossibilité momentanée de faire face aux frais d'entretien et de réparation de l'église et des édifices de Valère.

Le Conseil d'Etat du Canton du Valais,

Voulant assurer l'entretien convenable de ces édifices qui ont, au point de vue historique et archéologique, un si grand intérêt pour le Canton du Valais :

Prenant en considération le sacrifice que le Vén. Chapitre a généreusement fait sur l'autel de la patrie, le jour où il renonça à l'indemnité qui lui était due, en vertu des prescriptions du Concordat de mai 1880,

a conclu avec le Vén. Chapitre la convention suivante :

Art. 1^{er}. — L'Etat du Valais affecte une somme de 14.000 frs pour être constituée en fonds spécial, re-

présenté par des obligations facilement réalisables de l'Etat du Valais, de la Confédération ou des Cantons, et dont le revenu sera uniquement destiné à faciliter au propriétaire, le Vén. Chapitre de la Cathédrale, l'entretien convenable de l'église, de l'enceinte et des autres édifices de Valère.

Art. 2. — En sus du capital ci-dessus, l'Etat du Valais s'engage à faire au plus tôt les dépenses nécessaires pour la réparation du toit de l'église de Valère.

Art. 3. — Lorsque le revenu annuel du fonds prévu à l'article 1 ne sera pas complètement absorbé par les dépenses d'entretien, les valeurs non utilisées seront ajoutées au capital.

Art. 4. — En cas de restauration totale ou partielle de l'église et des autres édifices de Valère, les travaux seront exécutés d'après un plan d'ensemble, approuvé par le Conseil d'Etat et le Vén. Chapitre.

Art. 5. — Le Vén. Chapitre cède et abandonne en toute propriété à l'Etat du Valais la Tour dite des « Sorciers » avec le petit enclos attenant, servant aujourd'hui de passage et de cour.

L'Etat du Valais s'engage à maintenir la Tour et à lui conserver son aspect moyen-âge.

Art. 6. — Le Vén. Chapitre autorise l'Etat du Valais à occuper dans les édifices de Valère les locaux qui lui sont nécessaires pour les collections du Musée archéologique, à l'exception de ceux qui sont attenant à l'église, savoir les archives et la maison du concierge.

Art. 7. — Tous les tableaux triptyques et d'objets d'art anciens, ornant actuellement l'intérieur de l'église, y seront conservés, le Vén. Chapitre prenant lui-même le plus vif intérêt à leur conservation.

Sion, le 24 mai 1891.

Pour le Vén. Chapitre de la Cathédrale :

Le Doyen : François BLATTER.

Pour le Conseil d'Etat :

Le Président : L. ROTEN.

Le Chancelier d'Etat : R. DALLEVES.

(RLV, XVI. p. 331-334).

Convention

entre l'Etat du Valais et le Rme Evêque du diocèse concernant la remise à l'Etat du Valais des bâtiments du monastère ou séminaire de Géronde.

Le Révérendissime Evêque du Diocèse voulant faciliter à l'Etat du Valais la création d'une œuvre d'éducation et de charité chrétienne,

A conclu avec le Conseil d'Etat du Canton du Valais, représenté par MM. Henri de Torrenté, Président, et L. Roten, vice-Président de ce corps, agissant en vertu de pouvoirs à eux délivrés en séance du 10 août 1893, la Convention suivante :

Art. 1^{er}. — Le Révérendissime Evêque, faisant comme administrateur du Séminaire diocésain, cède et abandonne à l'Etat du Valais la jouissance gratuite des édifices constituant l'ancien monastère ou sémi-

naire de Géronde, y compris l'église, ainsi que des cours qui environnent ce bâtiment, dans le but d'y établir un institut, soit une école destinée à l'instruction et à l'éducation de jeunes sourds-muets, où à défaut de celui-ci toute autre œuvre philanthropique ayant un caractère pieu qui serait agréé par **Monseigneur l'Evêque de Sion**.

La direction et l'enseignement de cette école seront confiés à un personnel choisi par le Conseil d'Etat parmi les ordres religieux autorisés par **l'Evêque du diocèse de Sion**.

L'aumônier sera choisi par le Conseil d'Etat sur la présentation faite par l'autorité épiscopale.

Art. 2. — Le séminaire conserve la propriété des édifices qui font l'objet de la présente convention.

La jouissance accordée à l'Etat est perpétuelle, en ce sens, que l'Etat du Valais aura le droit de la conserver aussi longtemps que la destination sera maintenue conformément aux dispositions de l'art. 1^{er} ci-dessus.

Art. 3. — L'Etat du Valais se charge de l'entretien de tous les édifices faisant l'objet de la présente convention, y compris l'église.

Celle-ci devra être en entier conservée pour le service du culte et, tout en devenant la chapelle de l'établissement, restera ouverte au public, au moins les jours fixés par l'Ordinaire du diocèse.

Art. 4. — L'Etat est autorisé à faire, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des bâtiments, tous les changements et adjonctions nécessaires pour l'installation de cet institut, tout en leur conservant le plus qu'il sera possible leur cachet moyen-âge.

Art. 5. — L'Etat est également autorisé à faire tous les travaux qu'il jugera utiles ou nécessaires dans les terrains cédés dans le but d'aménager les cours, d'établir des jardins potagers ou d'agréments, ainsi que pour amener les eaux nécessaires au service de l'établissement et à l'irrigation des terres.

Art. 6. — La présente convention est faite sans préjudice aux droits découlant pour MM. Pierre Pont, de St-Luc, et consorts, de l'acte de vente passé sous date du 1^{er} décembre 1887 par le séminaire diocésain et relatif aux terrains qui entourent le monastère.

Art. 7. — Le Conseil d'Etat réserve l'approbation du Grand Conseil à la présente convention.

Ainsi convenu à Sion, le 15 mars 1894.

ADRIEN, *Evêque de Sion*,

Le Président du Conseil d'Etat :

H. DE TORRENTE.

Le Vice-Président du Conseil d'Etat :

L. L. ROTEN.

(RLV. XVI. p. 341-344).

Appréciation de Monsieur le Dr Lampert sur le droit de propriété des biens de l'Eglise

Cette étude a été soumise à l'examen de Monsieur le Dr Lampert, Professeur à l'Université de Fribourg, que nous avons prié de nous dire à qui, selon lui, revient, en Valais, le droit de propriété des biens de l'Eglise. Voici la réponse de l'éminent juriste dont la haute compétence en la matière fait règle :

Fribourg, le 8 mai 1930.

A Sa Grandeur Monseigneur Dr Victor Bieler,
Evêque de Sion.

Monseigneur,

Dans votre ouvrage intitulé « Notice sur les rapports entre l'Eglise et l'Etat du Valais », vous traitez la question de la propriété des biens de l'Eglise dans le canton du Valais. C'est avec intérêt et une grande satisfaction que j'ai suivi la documentation de votre thèse.

Au moyen d'arguments solides vous avez réfuté l'opinion erronée qui attribuait la propriété des biens

de l'Eglise aux Communes. Cette théorie inexacte et dénuée de tout fondement juridique, soutenue par les Communes, est en contradiction avec la formation historique des biens d'Eglise en Valais. En effet, d'innombrables documents des archives valaisannes établissent que l'Eglise catholique en Valais possède sa fortune en toute propriété en la personne de ses divers sujets de droits, savoir : les fondations ecclésiastiques, par exemple : les fabriques d'Eglise (bâtimens affectés au culte), les chapelles, les bénéfices paroissiaux ; en outre, les corporations religieuses (fraternités, couvents, ordres religieux), ainsi que les Institutions diocésaines (Diocèse, Mense épiscopale, Cathédrale, Chapitre-Cathédrale, Bénéfices de Chanoines, Séminaires, etc.)

Tous ces sujets de droits de propriété révélés et consacrés par l'histoire du droit valaisan ne peuvent pas être prétérités par la simple affirmation d'un droit de propriété communale aux biens d'Eglise.

En effet, aucune preuve légale d'un tel droit de propriété communale ne peut être apporté. — Seule la thèse soutenue dans votre brochure correspond à l'état juridique existant en Valais, état qui s'est développé en parfaite harmonie avec le droit Canon, ancien et nouveau (Canon 1495 § 2 et Canon 1499 § 2).

Je fais le vœu que votre travail contribue à consolider en Valais la véritable théorie sur les biens d'Eglise et à permettre leur inscription dans le registre foncier au nom de leurs légitimes propriétaires.

En vous exprimant les sentiments de ma considération distinguée et de ma vénération, je suis de Votre Grandeur le serviteur dévoué.

Sign. Dr LAMPERT.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	5
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE :

<i>Droits de l'Eglise sur les biens temporels</i>	<i>7</i>
1. Indépendance de l'Eglise ; ses droits de posséder des biens temporels	7
2. Importance du droit de propriété sur les biens paroissiaux	10
3. Propriété des biens de l'Eglise d'après le Droit canon	11
4. Propriété des biens de l'Eglise d'après la loi civile avant 1848	12
5. Raisons de la spoliation des biens ecclésiastiques en 1848	13
6. Décrets de spoliation de 1848	16
7. Décrets de sécularisation des biens de l'Eglise . .	18
Décret du 11 janvier 1848	18
Décret du 29 janvier 1848	19
8. Empiètements sur le pouvoir spirituel de l'Evêque	29
9. Principe servant de base aux décrets des 11 et 29 janvier 1848	34
10. Sécularisation des biens paroissiaux	36
11. Décret du 24 mai 1859 rapportant les décrets des 11 et 29 janvier 1848	38
12. Message du Conseil d'Etat et vote de la Commission lors de la présentation du décret de 1859	40
13. Discussion du projet de décret au Grand Conseil .	43
14. Déclaration du Gouvernement lors de l'exécution du décret du 24 mai 1859	47
15. Arrangement final entre l'Eglise et l'Etat au sujet des décrets de 1848	54
Convention entre l'Etat du Valais et l'Evêché de Sion en 1879	55

16. Acquisition des biens de l'Eglise	57
17. Droit de l'Eglise d'administrer ses biens	64
Loi du 22 mai 1880	65
18. Commentaires de la loi de 1880 sur l'administration des biens paroissiaux	67
19. Fonctions et compétences du Conseil de fabrique	69
20. Aliénation des biens paroissiaux	73

SECONDE PARTIE :

1. Projet d'un concordat avec le Saint Siège	78
2. Nomination de l'Evêque de Sion	79
Décret du 22 mai 1807	80
Nomination des évêques d'après le Droit canon	84
3. Réduction du nombre des fêtes chômées	93
4. Suppression de l'abstinence du samedi	99
5. Droits civiques des prêtres	102
6. Vente d'objets antiques ou artistiques appartenant à l'Eglise	105
7. Bourses au Séminaire archiépiscopal de Milan	107
8. Entretien de l'église de St-Pierre des Clages	111
9. Extrait de la loi du 30 novembre 1882 concernant le repos du dimanche et des jours de fêtes	113
10. Quelques articles du Droit canon et du Code civil suisse sur le mariage	114
11. Extrait de la loi sur l'enseignement primaire du 1 ^{er} juin 1907 et du règlement du 9 novembre 1910	120
12. Convention entre l'Etat du Valais et le V. Chapitre concernant l'entretien de Valère	125
13. Convention entre l'Etat du Valais et le Rme Evêque du diocèse concernant la remise à l'Etat des bâtiments du monastère ou séminaire de Gérondè	127
Appréciation de M. le Docteur Lampert sur le droit de propriété des biens de l'Eglise	130

